

A black and white photograph of two women in bikinis on a steep, rocky slope. One woman is crouching on a large rock, while the other is lying on her side on another rock. The background is a steep, rocky hillside.

CATS ATTAQUE!

Quatrième édition

COMITÉ AUTONOME
DU TRAVAIL DU SEXE

CATS Attaque!

Quatrième édition

Couverture: Cherry Blue & Céleste Ivy

Quatrième de couverture: @heatofthenow

Rédaction et révision: Adore Goldman, Astrea Leonis, Céleste Ivy, Jesse Dekel, Latsami, Maxime Holliday & Melina May

Traduction: Adam Hill, Astrea Leonis, Céleste Ivy, Mehrad Abad & Tess McCrea

Visuel: Cherry Blue, Céleste Ivy & Maxime Holliday

Photos: Céleste Ivy, Cherry Blue, Clémence Lesné, Damien Germain & MCC Photographie

Mise en page: Billie Lux

Coordination: Adore Goldman, Céleste Ivy & Melina May

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec 2024

ISSN pour l'imprimé: 2816-2374

ISSN pour le PDF: 2816-2382

Pour tous nos liens:



Contenu

- 4 - 13 **L'humanité qui se saisit: une question de stratégie!**
Adore Goldman
- 14 - 20 **Sandwich Blues**
Maxime Holliday
- 21 - 23 **Photographies**
Cherry Blue & Céleste Ivy
- 24 - 29 **Une voix pour les travailleur.se.s invisibilisé.e.s**
Entretien avec Crystal Laderas
Latsami & Adore Goldman
Traduction par Astrea Leonis
- 30 - 45 ***Ground Score Diaries***
Jesse Dekel
Traduction par Adore Goldman
- 46 - 49 **Parce que travailler c'est faire la pute!**
Melina May & Adore Goldman
- 50 - 58 **Pouvoir des villes: pour une lutte locale**
Céleste Ivy & Melina May
- 59 **Recommandations du CATS**

L'humanité qui se saisit: une question de stratégie!

Par Adore Goldman



Face aux promesses brisées du gouvernement de Justin Trudeau de décriminaliser le travail du sexe dans son deuxième mandat, l'Alliance canadienne pour la réforme des lois sur le travail du sexe (l'Alliance) a lancé en mars 2021 une contestation judiciaire des lois criminalisant le travail du sexe. La coalition, qui regroupe 25 organisations de travailleur.se.s du sexe (TDS) et d'allié.e.s à travers le pays, aurait épuisé ses recours: le lobbying auprès des partis politiques et les apparitions dans les médias n'ont pas suffi. L'Alliance, au côté de six parties demanderesse, invoque l'argument que la *Loi sur la protection des communautés et des personnes victimes d'exploitation* viole les droits humains fondamentaux des TDS en vertu de la *Charte des droits et libertés*.¹

Il faut dire qu'à l'époque, le terrain aurait pu sembler propice pour que les choses changent sur le plan légal. À l'hiver 2020, un juge de la Cour supérieure de l'Ontario a déclaré que certaines dispositions de la loi en matière de prostitution étaient inconstitutionnelles.² Alors qu'ils étaient accusé.e.s de proxénétisme, deux propriétaires d'une agence d'escorte ont réussi à faire reconnaître que ces lois entravaient le droit à la sécurité des TDS. À l'été 2023, une TDS a eu gain de cause contre un client qui refusait de la payer à la Cour des petites créances de la Nouvelle-Écosse.³ L'arbitre Darrel Pink a rendu un jugement historique en qualifiant le travail de la plaignante de «légal». À l'international, la Cour européenne des droits de l'homme vient d'accepter d'entendre le dossier de 261 TDS contre le gouvernement français. Les

demanderesse font elles aussi valoir que la criminalisation des clients et des tierces parties fait entrave à leurs droits humains.⁴

Toutefois, en septembre 2023, près d'un an après avoir plaidé devant la Cour supérieure de l'Ontario, l'Alliance a accueilli le jugement avec déception: le juge Goldstein a statué que la loi était constitutionnelle et que la décriminalisation pourrait être un meilleur modèle légal, mais que c'était au Parlement d'en décider et non à l'appareil judiciaire. Devant cette décision, Jenn Clamen, coordinatrice de l'Alliance, a déclaré que les TDS de partout au Canada étaient «extrêmement dévastées» par la décision, la trouvant «non seulement insultante, mais aussi ignorante».⁵ Monica Forrester, demanderesse dans la cause, ajoutait que «[l]es travailleuses et travailleurs du sexe Autochtones, Noir.e.s, migrant.e.s et trans subissent les conséquences les plus néfastes de la criminalisation du travail du sexe, car nous sommes des communautés déjà excessivement surveillées par la police, et sous-protégées». L'Alliance envisage de faire appel de la décision.

Nous voulons néanmoins émettre quelques réserves quant à la stratégie de la contestation judiciaire de l'Alliance. Car s'en remettre aux Tribunaux pour arbitrer nos conflits politiques est un pari risqué. Nous sommes d'avis qu'il existe d'autres avenues qui n'ont pas encore été explorées pour obtenir la décriminalisation du travail du sexe au Canada. Il faut construire un réel

rapport de force si nous souhaitons arriver à nos fins et réellement améliorer nos conditions de travail et de vie. Notre proposition est la suivante: en s'organisant en syndicats, il est possible de s'organiser pour la décriminalisation et ce, sur une base beaucoup plus pérenne et puissante!

«Le jugement n'intervient pas d'un coup, c'est la procédure qui insensiblement devient jugement»

Le Procès, Franz Kafka

Avant d'élaborer sur nos perspectives de luttes, nous voulons d'abord étayer notre critique des contestations judiciaires en tant que stratégie.

La première critique concerne la complexité de l'appareil judiciaire et notre incapacité à imposer nos stratégies dans cette arène. Pour la plupart d'entre nous, les tribunaux sont des instances intimidantes et hermétiques. Nous ne parlons pas leur langage. Nous n'avons pas les outils pour y faire entendre nos histoires et nos demandes politiques. Nous avons donc besoin d'avocat.e.s comme interprètes. Ce sont elleux qui plaident notre cause. La parole des TDS ne devient ainsi qu'un simple témoignage. Et encore, pour nous les TDS qui ne travaillent pas dans les organisations membres de l'Alliance ou qui ne sont pas plaignantes, nous sommes complètement dépourvues de tout pouvoir stratégique dans l'affaire. Il est aussi désarmant de devoir transformer le langage de l'organisation politique en langage judiciaire. Le contrôle des

mots par l'opposant lui confère un grand pouvoir; nous retrouvons piégées dans cette absurdité bureaucratique kafkaesque.

Avant même que le procès ait commencé, il a fallu faire des compromis pour s'ajuster au cadre judiciaire. Par exemple, il n'est pas possible d'attaquer en même temps la loi criminelle et la loi sur l'immigration. Pourtant, c'est en vertu de cette dernière que les TDS n'ayant pas la résidence permanente sont déporté.e.s. La stratégie mise en place a été d'attaquer d'abord la loi criminelle, pour ensuite se pencher sur la loi sur l'immigration. À nos yeux, cette stratégie en deux temps est une erreur stratégique. En Nouvelle-Zélande, premier pays à avoir décriminalisé le travail du sexe, les TDS migrant.e.s n'ayant pas la résidence permanente ne peuvent toujours pas travailler légalement, vingt ans après la décriminalisation. Il s'agit d'une façon commode pour le gouvernement de prétendre qu'il décriminalise le travail du sexe tout en continuant de mobiliser l'argumentaire contre le trafic sexuel. On déplace donc la répression entièrement sur cette catégorie de TDS. On sait pourtant que ce sont les difficultés à immigrer par des voies régulières qui mènent des personnes à faire appel à des tierces parties pour passer les frontières et trouver des emplois dans les pays occidentaux, que ce soit dans l'industrie du sexe ou ailleurs.

Notre deuxième critique est que le recours aux tribunaux nous laisse aussi sans mouvement de TDS organisé et capable d'exercer un rapport de force face au gouvernement. Car même advenant une victoire devant les tribunaux, il faut tout de même qu'un projet de loi soit rédigé. En 2014, après l'arrêt Bedford qui avait déclaré la loi sur le travail du sexe inconstitutionnelle, le gouvernement conservateur avait introduit le modèle actuel qui criminalise les clients et les tierces parties. Il n'est pas impossible qu'au moment du jugement de la Cour suprême, un gouvernement conservateur soit également en place. Dans tous les cas, une mobilisation forte et organisée, qui ne se limite pas aux salarié.e.s des organisations membres de l'Alliance, sera nécessaire pour assurer qu'il n'y ait pas de failles dans la nouvelle loi; le lobbying auprès des partis politiques et les apparitions dans les médias ne sont pas suffisants.

Il serait insensé de penser qu'on peut tout faire sans choisir une priorité de lutte. Le recours à l'appareil judiciaire est un système coûteux: les avocat.e.s, nos interprètes, ne travaillent pas gratuitement. Le procès engloutit une quantité de ressources impressionnante en termes d'argent et de ressources humaines. À titre indicatif, l'organisme Stella a dépensé en honoraires juridiques 120 105\$ en 2023 et 173 552\$ en 2022.⁶ Il s'agit de leur deuxième plus gros poste budgétaire après les salaires et avantages sociaux. Ces ressources ne sont pas mises dans la mobilisation et



dans l'auto-organisation des TDS pour obtenir des changements politiques et obtenir de meilleures conditions de travail.

Même avec une loi qui décriminaliserait dans son entièreté le travail du sexe, pour beaucoup d'entre nous, nous serions toujours face à des conditions de travail injustes et désuni.e.s face à nos employeurs. C'est la participation directe à l'organisation de la lutte qui nous éduque et nous rend plus fort.e.s. Sur ce point, nous sommes d'accord avec le juge Goldstein quand il dit que ce n'est pas aux tribunaux de statuer; c'est sur l'arène politique que notre combat doit se jouer. Se limiter au juridique serait une erreur.

En centrant toute la lutte autour d'un changement de modèle légal, le mouvement des TDS a facilement été targué de mouvement libéral par les abolitionnistes et par une partie de la gauche. Si certain.e.s sont carrément de mauvaise foi et ont des préoccupations centrées dans une vision moraliste de la sexualité, une partie de l'opposition à la décriminalisation vient du doute de la capacité des TDS à exercer elleux-mêmes un contrôle sur leur milieu de travail. En ce sens, en nous organisant dans nos milieux, alors qu'ils sont encore illégaux, nous prouvons à nos adversaires la puissance de notre mouvement et sa capacité d'autodéfense, sans recours à l'État. Nous pensons que la démonstration de cette organisation pourrait être suffisante pour forcer l'État à décriminaliser le travail du sexe.

“Stick Togheter ladies! Your unity is all you have... and all you need!”

Exotic Dancers Union au San Francisco’s Lusty Lady Theater⁷

Comme le faisait remarquer *Triple-X Worker’s Association of BC*, Goldstein vient clarifier la loi en ce qui a trait au droit d’association des TDS. Le juge est sans équivoque sur le sujet: «Comme je l’ai déjà souligné: interprétée correctement, la PCEPA, n’empêche pas les TDS de former une association ou un collectif lorsqu’il ne s’agit pas d’une entreprise commerciale.»⁸ Il serait donc possible pour les TDS de s’organiser en syndicat!

Une des principales oppositions à la stratégie syndicale est qu’elle requiert pour les TDS de se mettre en

jeu sur les milieux de travail dans un contexte illégal. Il est impossible de nier ce risque. Il faut toutefois se rappeler le contexte dans lequel est né le premier mouvement syndical au XIXe siècle.

À cette époque, l’emprise du Capital sur la journée de travail était presque totale; il n’était pas rare qu’elle excède les 12h. On connaît des exemples de travailleur.se.s mort.e.s de fatigue au travail. Le travail des enfants était chose commune. Dans ce contexte, la seule chose qui a mis un frein à la fringale des capitalistes a été la mobilisation des ouvrier.e.s pour limiter la journée de travail, alors que le droit d’association n’existait dans aucune industrie. Les TDS partagent avec les ouvrier.e.s du XIXe siècle



l'absence quasi totale de droits. Nos milieux de travail sont complètement dérégularisés. Pourtant, même dans un tel contexte, l'organisation jaillit, et nous sommes capables de gagner de la puissance. Mais pour ce faire, il faut se rencontrer, se mettre ensemble, se réunir... S'organiser!

Même dans les milieux légaux comme les clubs de danseuses, nous ne sommes pas capables d'imposer des conditions de travail que nous jugeons acceptables, ce qui prouve que la criminalisation n'est pas le seul obstacle à de meilleures conditions de travail. L'organisation est essentielle à l'obtention de droits. Cette année, les strippers du *Star Garden* à Los Angeles ont réussi à faire de leur lieu de travail le premier (et seul) *strip club* syndiqué aux États-Unis depuis la fermeture du *Lusty Lady*. Quelques jours après, les danseuses du *Magic Tavern* à Portland ont elles aussi lancé une pétition pour se syndiquer. Lors d'un événement organisé par le CATS, Reagan - stripper du *Star Garden* ayant fait la grève et participé à la campagne de syndicalisation - relatait que c'est dans les loges que tout a commencé. C'est en parlant entre collègues que les danseuses ont décidé qu'elles en avaient assez de leurs conditions de travail dangereuses! Elles sont allées porter une pétition à leur patron. Comme réponse, ce dernier a renvoyé deux employées. Elles ont donc décidé de se mettre en grève. Après plusieurs mois de lutte, les employées congédiées ont retrouvé leur emploi, et le *Star Garden* est maintenant

ré-ouvert avec des employées syndiquées qui exercent davantage de contrôle sur leurs conditions de travail.

La stratégie syndicale trouve aussi écho dans les mobilisations des TDS argentines et indiennes. En Argentine, les TDS ont un syndicat, l'*Asociación de mujeres meretrices de la Argentina* (AMMAR). AMMAR fait partie d'une confédération nationale, le *Central de Trabajores Argentinos*, qui regroupe autant des syndicats traditionnels que des groupes de chômeur.se.s, des groupes de locataires et des groupes autochtones. AMMAR porte plusieurs revendications, dont la décriminalisation, la fin du harcèlement policier et l'accès aux mêmes droits que tous les travailleur.se.s comme le chômage, les pensions, etc. Le syndicat a réussi à plusieurs reprises à faire lever plusieurs lois locales qui criminalisaient les TDS.¹⁰

En Inde aussi, c'est l'organisation des TDS qui permet d'exercer un rapport de force face à l'État et la police. Prabha Kotiswaran, juriste et chercheuse, relatait que dans les années 2000, les TDS qui travaillaient dans les gares d'autobus de Trirupati ont réussi à imposer la décriminalisation de facto par leur organisation face aux forces de l'ordre.¹¹ Kotiswaran observe également qu'à Calcutta, *Durbar Mahila Samanwaya Committee* (DMSC), une organisation de TDS qui compte 60 000 membres:

encourage une culture politique active de contestation des clients, propriétaires, ou gérants de

*bordels abusifs. [...] malgré une loi criminelle très abusive contre le travail du sexe, une organisation de travailleuses du sexe s'est mise en place [...] pour mettre en oeuvre la régulation du travail que le DMSC a appliqué à l'industrie du sexe.*¹²

Ces tactiques ont permis aux TDS de s'autoréguler dans ce contexte plutôt que de faire appel à la police, qui ne leur était souvent d'aucun secours voire même qui leur nuisait. Ces exemples prouvent qu'au-delà des réformes légales, l'auto-organisation est encore plus importante à l'amélioration de nos conditions de travail et de vie.

L'organisation en syndicat nous permettrait de nous auto-organiser sur nos milieux et d'améliorer nos

conditions de travail, mais il est aussi possible que cette stratégie mène à la décriminalisation. Premièrement, parce qu'en nous organisant, nous prouvons qu'il est possible d'assurer notre sécurité par nos propres moyens, sans recours aux forces de l'ordre. Deuxièmement, parce que devant les conflits de travail qui se créeront, l'État sera forcé de prendre position. En effet, les affrontements entre les TDS et leurs patrons sont susceptibles d'entraîner des incohérences que le gouvernement sera contraint de régler, probablement en décriminalisant et en appliquant le code du travail à nos milieux. Bien sûr, ce cadre légal n'est pas une pilule miracle, et le respect de nos droits au travail nécessitera toujours une mobilisation. Il est toutefois certain que cela nous garantirait un certain rapport de force et une légitimité. Après



tout, ce sont toujours les résistances des travailleur.se.s qui provoquent des restructurations industrielles et politiques.

Une lutte pour notre humanité

Les contestations judiciaires, comme celle en cours, reposent sur le discours suivant: il existe des droits fondamentaux garantis à chacun.e par l'État. Lorsqu'une faille existe, l'appareil judiciaire est chargé de rétablir la situation. La thèse des droits humains postule qu'il existerait une humanité intrinsèque dont la négation ne serait qu'une erreur à corriger dans un système qui fonctionne.

Ce postulat de base est une fiction libérale: dans la société de classe, l'emprise du capitalisme patriarcal et racial nie l'humanité d'une grande partie de la population. D'ailleurs, d'après ce script, seul.e.s les citoyen.ne.s jouissent de ces droits fondamentaux; l'accès n'est nullement garanti aux personnes migrantes. Comme le dit Leopoldina Fortunati, «[c]e n'est qu'en le dévalorisant, en réduisant [l'individu] à une non-valeur, que le capital parvient à l'obliger à se définir comme force de travail, à vendre sa capacité de travail pour en obtenir une valeur d'échange.»¹³

Si l'État garantit aux individus une égalité théorique, c'est pour maintenir l'illusion qu'il est libre de vendre sa force de travail. Ainsi, selon Lucien Sève, «l'extériorité sociale du

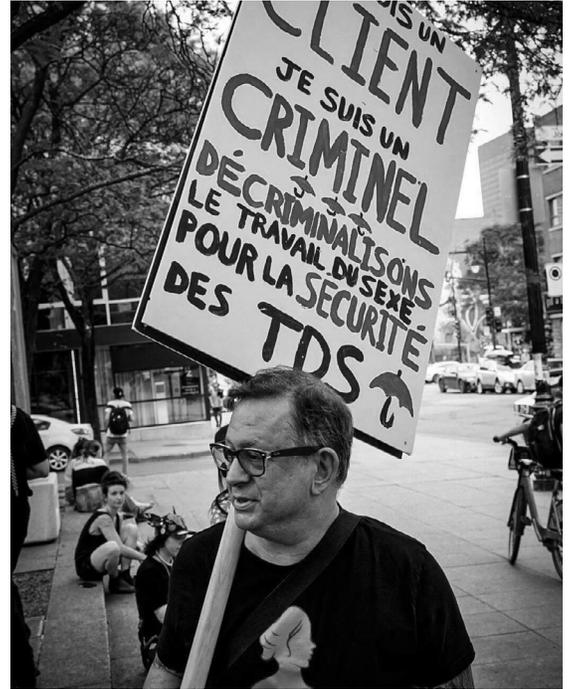
monde humain par rapport aux individus comporte en toute société de classe son éventuelle inaccessibilité pour le grand nombre - l'humanité jusqu'ici a progressé à travers une massive atrophie d'individualités.»¹⁴ Il existe une grande distance entre les droits que nous «garantissons» l'État et ceux dont nous bénéficions dans les faits. Le penseur nous invite à nourrir une «ambition d'une émancipation radicale: former un nouveau monde où chacun puisse s'[humaniser] sans entraves.»¹⁵ Actualiser notre humanité passe donc par une lutte collective contre le déni de notre humanité. C'est en nous liant avec nos collègues que nous pouvons vraiment nous battre contre le déni de nos droits.

Puisqu'on ne peut pas compter sur l'État pour les mettre en application. D'autant plus, les changements légaux ne sont jamais une garantie éternelle. On pourrait bien imaginer un futur post PCEPA¹⁶ où les villes auraient recriminalisé le travail du sexe de rue, où la police continuerait de harceler les TDS les plus visibles - notamment trans et racisées - et où les TDS migrantes deviendraient d'autant plus le focus de la lutte au trafic sexuel. On peut aussi imaginer que les injustices dans nos milieux de travail resteront et que les institutions de l'État seront toujours absentes quand il sera temps d'obtenir justice.

Manifestement, le droit à notre humanité est quelque chose que nous devons conquérir en nous unissant. Nous pourrions par

exemple nous organiser pour bloquer les déportations de nos collègues, pour rétorquer contre les agents de l'ordre qui abusent de leur pouvoir ou pour faire lever les règlements injustes dans nos milieux de travail.

Nous ne nous laisserons plus humilier, que ce soit par nos patrons, par les tribunaux ou par l'État! Pour paraphraser James Baldwin, on pourrait dire que l'humanité n'est pas quelque chose qu'on nous donne, l'humanité se prend! Eh bien, il est grand temps que les TDS s'en saisissent!



XXX

¹ Les parties demanderesse soutiennent que la loi viole les droits des TDS à la sécurité, à la liberté, à l'autonomie personnelle et sexuelle, à la vie, à l'égalité, à la liberté d'expression et à la liberté d'association. En octobre 2022, la cause a été entendue devant la Cour supérieure de l'Ontario. Pour en savoir plus sur le litige:

Alliance canadienne pour la réforme des lois sur le travail du sexe. (2022). *CASWLR vs. Canada. Contestation constitutionnelle pour les infractions criminelles spécifiques au travail du sexe*, récupéré de <https://tinyurl.com/infoprocesalliance>

² Jean-Philippe Nadeau. (2020). *Des dispositions de la loi fédérale sur la prostitution sont anticonstitutionnelles*, récupéré de <https://tinyurl.com/radiocanfantasyworldescort>

- ³ Radio-Canada. (2023). *Travail du sexe: un jugement rare contre une loi qualifiée d'«hypocrite»*, récupéré de <https://tinyurl.com/radiocanpetitescreances>
- ⁴ Human Right Watch. (2023). *Europe: un moment charnière pour les droits des travailleuses du sexe*, récupéré de <https://tinyurl.com/hrwcoureeuropeenne>
- ⁵ Alliance canadienne pour la réforme des lois sur le travail du sexe. (2023). *Communiqué de presse: Les travailleuses du sexe sont profondément déçues de la décision de la Cour supérieure de l'Ontario rejetant les préjudices systémiques subis*, récupéré de <https://tinyurl.com/caswlrpressrelease>
- ⁶ Stella, L'amie de Maimie. (2023). «États des résultats pour l'exercice terminé le 31 mars 2023», *États financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2023*, p. 1.
- ⁷ Traduction libre de: «Restez ensemble, les filles! Votre unité est tout ce que vous avez... et tout ce dont vous avez besoin!» Le *Lusty Lady* était un *peep-show* à San Francisco au sein duquel les travailleur.se.s ont mené une campagne de syndicalisation qu'elles ont gagnée en 1997. C'était alors le premier club syndiqué aux États-Unis. Pour en savoir plus sur cette campagne, le film *Live Nude Girls Unite!* (2000) de Julia Querry, ex-danseuse au *Lusty Lady*, expose très bien les tenants et aboutissants de cette lutte.
- ⁸ Traduction libre de «As I have already emphasized, properly interpreted, PCEPA does not prevent sex workers from forming an association or a collective where it is not a commercial enterprise» dans Triple-X Worker's Solidarity Association of B.C. (2023). *In Canada the Government Does Have Business in the Bedrooms of the Nation Ontario ruling in constitutional challenge of Canada's sex work laws disappoints but offers clarity on the sale of sex and freedom of association*, récupéré de <https://tinyurl.com/triplexpressrelease>
- ⁹ Kate Hardy. (2010). «Incorporating Sex Workers into the Argentine Labor Movement», *International Labor and Working-Class History*, 77(01):89 - 108, récupéré de <https://tinyurl.com/ammarrlabormouvement>
- ¹⁰ Amalia L. Cabezas. (2012). «Latin American and Caribbean Sex Workers: Gains and challenges in the movement», *Anti-trafficking Review*, récupéré de <https://tinyurl.com/latinamericancaribbeananswers>
- ¹¹ Prabha Kotiswaran. (2011). *Dangerous Sex, Invisible Labor: Sex Work and the Law in India*, Princeton University Press, p. 130.
- ¹² Traduction libre de «while fostering an active political culture of protest against abusive customers, landlords, and brothel keepers. [...] despite a highly abusive anti-sex work criminal law, an organization of sex workers has taken root to achieve the results of labor laws that the DMSC is so keen to have applied formally to the sex industry.» de *ibid*, p. 248.
- ¹³ Leopoldina Fortunati. (2022). *Production et reproduction: l'apparente antithèse du mode de production capitaliste*, récupéré de <https://www.revue-ouvrage.org/production-et-reproduction/>
- ¹⁴ Laurent Prost. (2009). «Entretien avec Lucien Sève», *Le Philosophoire*, no 32, récupéré de <https://tinyurl.com/philisophoireseve>
- ¹⁵ *Ibid.*
- ¹⁶ *Protection of Communities and Exploited Persons Act*. Il s'agit de la loi qui criminalise le travail du sexe au Canada et qui est contesté dans la contestation constitutionnelle en cours.

Crédit photos: MMC Photographie

Sandwich Blues

Par Maxime Holliday

Le 20 février 2021, j'suis embarquée dans ma voiture pour aller visiter l'agence d'escortes la plus près de chez moi. J'étais pu capable de travailler en restauration pis j'avais besoin de plus de temps pour faire de la musique. Mais le loyer de mon 4 et demi allait pas se payer tout seul.

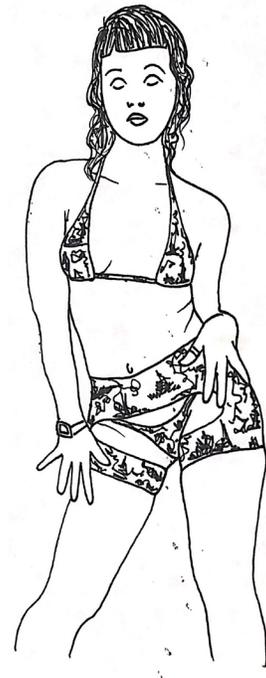


À l'agence d'escortes, les responsables étaient deux gars qui avaient vaguement l'air sur la peanut et les installations étaient dégueulasses. J'ai jasé avec les filles sur place en fumant des clopes dans la salle de lavage qui leur servait aussi de fumoir. Les gars m'ont dit que j'aurais pu commencer tout de suite pour essayer si je voulais mais j'avais pas de brassière pour me présenter aux clients, juste des bobettes, faique j'suis partie.

Après, je suis allée au salon de massages érotiques¹. Là, je me suis fait accueillir par une réceptionniste dans un hall d'entrée propre et bien décoré. J'ai tout de suite rempli le formulaire d'embauche parce que c'était clair que j'allais être mieux là qu'à l'autre place. Quand on commence dans le domaine, il faut se choisir un nom de travail. J'ai voulu prendre le nom Jasmine à cause de La bEELe PrIiinCEs\$sE. Évidemment, y'avait déjà une fille qui travaillait là qui s'appelait de même. Faique j'ai plutôt fait ma première

affirmation genderfuck en me choisissant un nom de gars.

J'me suis aussi acheté une belle montre dorée pour pouvoir calculer facilement le temps des séances sans avoir à regarder l'heure au mur devant les clients.



Un de mes amoureux de longue date a arrêté de me toucher quand je lui ai dit que j'avais commencé à vendre des services sexuels. Je pense qu'il se voulait critique et cynique en me disant que j'avais «trouvé ma voix» mais c'était quand même vrai.



Les putes sont des sorcières puissantes, qu'elles soient au courant ou pas.

Dans la salle des employées, je rencontre des filles aux caractères plus grands que nature avec lesquelles je me sens privilégiée d'établir des liens de sororité. J'ai trouvé un clan. La patronne du salon porte une cicatrice en travers du visage, une marque laissée par son ex. Elle s'occupe de ses enfants et prend soin de son salon et de «ses filles» en même temps. Souvent, elle nous cuisine des petits plats qu'elle met au congélateur de la salle d'employées au coût de 5\$. Le salon est bien tenu et elle nous donne une cote sur le prix de location de la salle que les clients paient. À la fin de notre shift on a juste à tiper la réceptionniste. Avec l'argent des extras en plus, quand je vais travailler de jour, je fais en moyenne 500\$ par shift de 7h. Quand le salon a dû fermer à cause de la pandémie et du couvre-feu, Nancy², une collègue d'une trentaine d'années mon aînée m'a prise sous son aile pour aller travailler à l'hôtel avec elle. Elle avait l'expérience de ces choses-là. C'est qu'il faut savoir à quel hôtel aller pour pas se faire dénoncer par le staff, quelle application télécharger pour se faire un numéro de téléphone anonyme et sur quel site publier ses annonces. L'affaire c'est aussi que c'est plus sécuritaire et moins plate de travailler à deux³. Finalement, j'y suis juste allée deux jours pis j'ai pas vraiment aimé ça. Je trouvais ça trop difficile de gérer moi-même de

répondre aux appels et aux textos, considérant que le tiers provenait de gars qui voulaient juste nous faire perdre notre temps et/ou nous agresser verbalement. Dans les salons, la façade institutionnelle et les réceptionnistes nous épargnent ça.

Toujours est-il que quand le salon a réouvert quelques semaines plus tard, Nancy n'y travaillait plus. J'ai appris par des collègues qu'elle s'était chicanée avec tout le monde et qu'elle est étaiée virée parano. Elle pensait que j'étais une police undercover parce que j'étais pas restée travailler avec elle à l'hôtel.

Je comprenais un peu pourquoi quand même. Comparée à elle, j'étais straight en tabarnak. Je consomme jamais sua job, j'suis presque tout l'temps ben tranquille dans mon coin à travailler sur mon ordi pis je viens visiblement pas du même background social que Nancy. Les filles étaient crampées qu'elle aille pensé ça parce que j'aurais été une police flyée en criss et très dévouée mettons. Ça nous a bien fait rire mais moi un peu jaune quand même.



J'habite seule et je paye mon loyer, internet, hydro, le gaz, des assurances, ma voiture, ma nourriture et celle de mon chat. J'autoproduis ma musique. Je fais du sport. J'ai le temps d'investir chacune de mes priorités. Je suis maintenant engagée dans une relation amoureuse saine et dynamique avec une personne merveilleuse. Je sors avec une perle rare et sur mes mains sont tatouées des huitres. Au creux de mes paumes, comme un trésor précieux, je trace souvent son nom et celui de nos amant·e·s.

Des fois, j'ai peur que les clients soient dégoûtés par mon poil de jambes ou d'aisselle -que je rase pas- et virent agressifs. Mais je pense que souvent ils le voient même pas. Et je pense aussi que des fois ils trouvent



ça beau. Dans tous les cas, je porte mes poils activement, doux accessoires de la révolution de nos corps qui commence dans la chambre à coucher.

Septembre 2021; suite à mon déménagement, j'ai commencé à travailler dans un nouveau salon à Montréal. Le propriétaire est fucké raide. L'achalandage est correct. Ici on doit faire le lavage nous-même et on paye une cote de 10\$ par client pour louer notre salle. Grande fille de la petite ville a changé de game.

« Travailler

c'est faire la pute

Faire la pute

c'est travailler »

J'ai écrit une lettre à ma mère pour lui parler de mon travail. On a toujours été super proches et on avait une excellente relation. Je pensais que ça nous rapprocherait encore plus. Qu'elle serait fière d'avoir une fille ayant la relation assez à cœur pour passer par-dessus la peur et le stigma social et lui confier son secret. Qu'elle trouverait ça intense mais qu'elle poserait des questions et qu'elle me ferait confiance malgré tout. Mais sa réaction a plutôt été le pire scénario que j'aurais pu m'imaginer. Elle a paniqué. Elle m'a demandé d'arrêter tout de suite en essayant de me virer du cash. En fait elle a tellement capoté que je soupçonne qu'elle ou une de ses amies proche a déjà eu une expérience traumatique par rapport au

travail du sexe. Malgré ma patience et mes tentatives de rectifier la situation, elle a cessé de m'entendre et de me voir. Ne reste que le jugement et l'angoisse. Après plusieurs mois, elle est toujours aussi bloquée et je regrette de m'être ouverte car il m'est atrocement pénible de porter toute la honte et la douleur de ma propre mère. De sentir que son support peut être conditionnel. Un impact difficile. Je suis fragilisée.



Une fois, je suis allée avec une amie travailler deux jours dans un bar à gaffe⁴ dans un trou perdu. Les monsieurs là-bas avaient des moustaches pis sentaient le p'tit lait ou le fumier. C'était des cultivateurs pas ben riches, qui se mettaient le plus beau qui pouvaient pour aller voir les filles de Montréal

en visite. Raymond⁵ savait que j'allais venir cette semaine-là et m'a amené des boucles d'oreilles en cadeau mais il a jamais voulu qu'on aille à la chambre pour acheter mes services. On dirait que y'était juste vraiment content qu'une nouvelle personne se rende jusque-là pis voulait se sentir comme un provider pour une belle fille ça l'air. J'suis repartie de d'là brûlée avec 2000\$ et le sentiment doux-amer d'avoir eu un accès privilégié au cœur d'une petite communauté rurale isolée, émouvante de manière aussi tragique que pathétique.

L'énergie sexuelle qui
m'habite est un feu
immuable qui ne demande
que peu de moyens. Un
feu qui rugit et soigne.
J'éduque et je maudis. Je
jette des sorts de toutes
sortes.

Le 26 novembre 2021, je prends le métro vers une station que j'connais pas pour aller faire un shift dans un stripclub au centre-ville. J'me trouve ben brave pis y'a de quoi. C'est la première fois de ma vie que je vais rentrer dans un bar de danseuses pis c'est pour y travailler. Comme d'habitude dans le milieu, j'ai appris comment faire sur le tas en regardant les autres faire et avec quelques conseils d'une jeune ben fière de me montrer ce qu'elle savait. Le patron était tellement agressif et méprisant qu'en partant, à 3h du matin, je savais que j'y retournerais jamais.

Plus d'un an plus tard, je rencontre une fille qui me raconte qu'elle a déjà travaillé à ce bar-là. Pis qu'un soir qu'elle travaillait et qu'elle était pu capable de bouger parce qu'elle s'était fait mettre de la drogue dans son verre, ce même boss-là avait ordonné à une autre danseuse de la sortir dans la ruelle avec toutes ses affaires. La collègue en question avait refusé et décidé de l'amener elle-même à l'hôpital avec sa voiture. Le patron les a renvoyé les deux on the spot. Le bar c'est le Wanda's, soyez prudent·e·s les babes.

Depuis que j'habite à Montréal, je m'implique dans un groupe militant autogéré par et pour les travailleuses du sexe. J'y trouve solidarité, colère, amour et intelligence. Courage, dignité et bienveillance.

**Je suis une *good witch*
et une *bad witch*. Boy,
fais-moi un \$andwich.**

Après avoir appris dans un livre militant que, pour éviter de se faire accuser de «tenu de bordel», un propriétaire de logement pouvait décider d'évincer sa locataire s'il la soupçonnait d'être travailleuse du sexe, je me suis sentie super unsafe chez moi pendant une bonne semaine. Je me suis sentie inférieure et fragile. M'imaginer perdre ma maison, mon balcon sur lequel je prends mon café le matin, les petits oiseaux dans la vigne. Devoir recommencer, seule et dépossédée. Le pire scénario possible.

Je vais arriver flush à la manif. Je me suis arrêtée pour imprimer mon discours à la papeterie. Je m'en vais animer une manifestation pour la première fois de ma vie. On va marcher pour montrer qu'on existe et surtout pour crier qu'on veut des putains de droits. Qu'on veille les unes sur les autres. On va marcher, pis on va danser pis on va crier, pour nous pis surtout pour celles qui sont trop dans marde pour pouvoir faire ça.



Ces temps-ci quand je vais danser c'est en région. À Montréal je trouve les bars trop huppés pis ça m'écœure. Ça me tente pas de jouer la game du luxe pis anyway j'ai pas le casting ça l'air. J'ai appliqué à deux places mais les boss me rappellent pas. Finalement, j'suis rentrée au Cléo direct même si les danses sont à 10\$⁶ parce je peux arriver pis partir quand je veux. Je vois quand même de la diversité dans



Le staff donc je suppose (I wish) que la gestion est moins raciste pis grossophobe qu'ailleurs.

Mes meilleures chansons

pour strip :

M.I.A- Bad Girls

Ciara- Body Party

Troy Boy- Do you?

Rihanna- Sex with me

Beyoncé- Naughty girl

Future- Mask Off

Nathy Peluso- Delito

J'ai quitté le salon où je travaillais depuis mon déménagement parce que le boss était trop toxique et ça commençait à me tirer trop de jus. Yannick Chicouane, si tu lis ça, sache que toutes tes masseuses, présentes et passées t'haïssent et complotent pour te planter. T'es un pervers narcissique manipulateur de la pire espèce. Un proxénète de merde, un abuseur dangereux. Je te maudis toi et tous les hommes qui exploitez le pouvoir sexuel des femmes pour vous enrichir. Criss de looser. Criss de lâche. J'écoute du Lingua Ignota et j'allume des chandelles de malheur dans ta direction. Si j'te pogne, j'te mange.

« Je suis payée pour vous mentir mais je dis souvent la vérité. »

Jiz Lee

Janvier 2023. J'ai décidé d'aller à l'école pour devenir sexologue. La première étape c'était de faire des cours de base du collégial que j'avais pas fait parce que j'ai étudié en arts. J'ai trouvé un nouveau salon où travailler. C'était la seule place qui engageait quand je cherchais à ce temps-ci de l'année. C'est handjob seulement. Pas de fellation, pas de pénétration ; pas de clients, pas de cash. J'y vais surtout pour étudier pis voir la réceptionniste que j'adore. Si j'suis chanceuse je fais un ou deux clients pis je sors de là avec 200\$ cash.

Un soir au bar, un client est parti en courant pour pas payer ma collègue à qui il devait de l'argent. J'ai essayé de l'arrêter en me mettant entre lui et la porte faique il m'a rentré dedans pis j'me suis étiré un ligament dans le genou. Y'avait un bouncer. Y'avait des polices. Les bouncers pis la police servent à rien. Dans ce métier, on a pas le choix de se faire notre propre justice.

Août 2023. J'ai les genoux scrappes d'un été en talons hauts mais ben du cash de côté dans une petite boîte en bois pour commencer mon parcours universitaire du bon pied. Je suis partie dans un chalet toute seule pendant 4 jours pour me ressourcer avant l'école. J'ai trouvé ça difficile d'arrêter de travailler parce que le travail du sexe fait comme partie de mon identité maintenant. Je porte les anneaux dorés que Raymond m'a donné presque tous les jours. Je les ai même prêté à ma mère l'autre jour

quand on a pris des photos de famille parce qu'elle les trouvait beaux.

En sortant de l'eau du lac tantôt, j'ai remarqué que ma montre avait pris l'eau. Tsé la belle montre que je m'étais acheté y'a trois ans quand j'ai commencé. La lumière fonctionne encore mais les chiffres ont complètement disparu de l'écran. J'me demande si j'devrais le prendre comme un signe qu'il faut que je prenne une pause. Le temps de me magasiner une nouvelle montre qui ornera mon corps à la hauteur de tout ce qu'il a appris dans les trois dernières années.

XXX

¹ Pour ceux qui savent pas, la différence entre un salon de massage et une agence d'escorte c'est qu'en salon, les filles se déplacent pas. Aussi, quand tu travailles en agence, le prix de base inclut une fellation (pis dans la majorité des agences, à Montréal en tout cas, ils t'engagent même pas si tu acceptes pas de faire tes fellations sans condom) et de la pénétration. En salon de massage, la seule affaire qui est inclut d'office dans le service que le client paye à l'accueil, c'est un massage et une masturbation manuelle. Tout le reste, c'est en extra, à la discrétion de la fille.

² Pas son vrai nom. Ni son nom de travail. Un nom inventé pour le zine.

³ Just sayin' pour ceux qui pensent que le modèle légal concernant la prostitution en vigueur actuellement au Canada (le modèle Nordique; aussi en vigueur en Suède, en Norvège et en Irlande) est bon pour les travailleuses du sexe parce que la vente de service sexuelle est pas criminalisée, détrompez-vous. Toutes les autres affaires relatives, qui elles sont criminalisées, font en sorte notamment que travailler en équipe, que ce soit de manière indépendante avec une ou plusieurs collègues ou en salon, ça peut être considéré comme du proxénétisme et de la tenue de bordel par la police. Pis ça tu peux te faire accuser, arrêter et judiciariser pour.

⁴ Un bar de danseuses où les filles peuvent faire des extras, allant du touche-pipi en cabine au full service dans une chambre de motel adjacente au bar.

⁵ Pas son vrai nom.

⁶ C'est qu'il faut savoir que d'habitude c'est 20\$. Ça peut valoir la peine d'aller jusqu'à Rimouski pour enlever ses bobettes.

Partition: *Every Day Blues*, Miroslav Loncar





*Collaboration avec
Damien Germain
@thebookofdamien*





Une voix pour les travailleur.se.s invisibilisé.e.s

Entretien avec Chrystal Laderas du SWAN Vancouver

Par Latsami et Adore Goldman, Traduction par Astrea Leonis

SWAN (*Supporting Women's Alternatives Network*) Vancouver est une organisation qui promeut les droits, la santé et la sécurité des femmes im/migrant.e.s TDS qui travaillent en intérieur, à travers des services de première ligne et de défense collective des droits dans le Grand Vancouver depuis 2002. Latsami et Adore du CATS ont interviewé Crystal Laderas, responsable des communications du SWAN, pour en savoir plus sur les défis auxquels les TDS im/migrant.e.s sont confronté.e.s dans leur vie quotidienne ainsi que sur leurs revendications en tant qu'organisation.

CATS: Votre organisation dénonce la façon dont les lois sur l'immigration ciblent les TDS et les mettent en danger. Pouvez-vous expliquer comment ces lois nuisent aux TDS?

Crystal: Une femme nous a récemment dit qu'en raison de l'interdiction du travail du sexe imposée par l'immigration, elle sortait à peine. En dehors du travail, elle ne veut pas dire aux gens ce qu'elle fait. Elle leur ment parce qu'elle n'est pas à l'aise avec ça. Elle se tient donc à l'écart de toutes situations sociales et s'isole en permanence pour ne pas être repérée, et c'est en quelque sorte comme ça que les lois en matière d'immigration et de protection des réfugié.e.s impactent la vie des migrant.e.s. Elle interdit à tou.te.s les résident.e.s temporaires, tels que les étudiant.e.s étranger.e.s ou les personnes titulaires d'un visa

de tourisme, de travailler dans un *strip club*, un salon de massage ou un service d'escorte. Si vous êtes pris.e, vous êtes expulsé.e. Les gens sont donc constamment sur le qui-vive. Si vous vous retrouvez dans une situation où vous êtes attaqué.e et que vous voulez appeler la police, celle-ci vérifiera votre identité, et le cas sera automatiquement signalé à l'ASFC¹.

Vous voulez aller à la pharmacie pour obtenir des médicaments, mais on vous pose trop de questions et on pourrait vous signaler à l'ASFC également, et vous seriez expulsé.e pour avoir essayé d'obtenir des soins de santé de base.

Il y a aussi des cas extrêmes où vous travaillez dans un salon de massage et où la police fait une descente dans le cadre d'une enquête sur le trafic d'êtres humains. Pour les femmes, il y a souvent deux issues: soit elles disent qu'elles sont victimes de la traite, soit l'ASFC est appelée pour les expulser en tant que criminelles. Ces travailleuses perdent donc des droits fondamentaux comme l'accès à la justice, et même aux interactions humaines, à cause de certaines de ces lois.

CATS: Quelles sont les spécificités des TDS de la communauté asiatique avec lesquelles vous travaillez? Quels sont leurs besoins?

Crystal: Je pense qu'une grande partie de leurs besoins sont liés à l'accès aux services, mais qu'une grande partie des services traditionnels ne leur sont tout simplement pas accessibles. Par exemple, notre équipe de sensibilisation répond à de nombreux appels de femmes qui tentent d'accéder à des médecins de famille et à des pharmacies sans trop d'obstacles à l'accessibilité. Nous offrons des services en anglais, en cantonais et en mandarin. Les femmes demandent donc souvent à SWAN de les accompagner lors d'un rendez-vous médical pour que nous puissions faire la traduction. C'est normal d'être accompagné.e.s d'un.e proche dans les communautés asiatiques et pour les nouvelles et nouveaux arrivant.e.s. Mais comme le sujet du travail est abordé au milieu de ce rendez-vous médical, elles préfèrent que le personnel du SWAN soit présent avec elles pour faire la traduction, afin que leur travail ne soit pas divulgué à leur famille. De plus, le personnel s'assure que les professionnel.le.s de la santé ne posent pas de questions inutiles pour éviter que le travail et le statut migratoire ne soient évoqués. Nous savons que certain.e.s prestataires de soins de santé reçoivent également une formation sur la lutte contre le trafic sexuel et, là encore, cela peut entraîner un appel à l'ASFC.

Nous recevons également beaucoup d'appels et de questions sur les problèmes liés au travail, et c'est là que nous nous

heurtons à des obstacles. Si le supérieur d'une femme tarde à la payer, si elle a été mise à l'horaire pour des heures qu'elle n'avait pas acceptées au départ ou si elle a simplement un différend avec un.e collègue, elle nous appelle. Nous pouvons essayer de trouver des solutions avec elle, mais comme le lieu de travail est criminalisé, nous ne pouvons vraiment rien faire de plus, car elle n'est pas protégée par la réglementation provinciale du travail. À ce stade, si nous ne parvenons pas à trouver des solutions dans le cadre du système, nous nous contentons d'écouter. Nous sommes là pour leur apporter un soutien émotionnel, car parfois, elles ont juste besoin de quelqu'un.e à qui parler, et ce n'est pas quelque chose dont elles peuvent toujours parler à leurs ami.e.s.

Nous avons été accusé.e.s d'être des trafiquant.e.s simplement parce que nous fournissons des services de traduction normaux et simples, comme le font de nombreuses communautés asiatiques et de nouveaux et nouvelles arrivant.e.s pour leurs proches. Dans ce cas, c'est différent parce qu'elles ne peuvent pas avoir leurs proches à leurs côtés. Nous devons donc nous opposer aux professionnel.le.s de la santé qui posent des questions un peu trop précises sur le travail des femmes ou encore sur leur statut. Par exemple, est-ce absolument nécessaire pour la santé de cette personne? Cela pourrait leur éviter d'être expulsées.

CATS: Votre organisation est très critique à l'égard du récit sur le trafic sexuel. Pouvez-vous expliquer pourquoi cela pose problème de considérer les TDS migrant.e.s comme des victimes?

Crystal: C'est vraiment frustrant parce que cela rejoint beaucoup de récits de luttes contre le trafic sexuel et la façon dont ils ciblent les TDS asiatiques. Beaucoup de ces campagnes ou de ces applications de la loi s'appuient sur des stéréotypes racistes. Il y a beaucoup de sensationnalisme qui génère de l'argent avec des peurs et des idées racistes à propos de qui est la victime et qui est le méchant. Il y a le complexe du sauveur, l'influence de la religion et des idées morales. C'est juste un bon mélange de *bullshit*!

Ils décident qui est la victime en fonction de la race, du statut d'immigration ou du pays d'origine, et non de la victimisation réelle. C'est comme si vous tassiez quelqu'un qui a été agressé dans la rue hors de votre chemin pour pouvoir défoncer la porte d'un salon de massage et sauver des Asiatiques, qui n'ont pas besoin de votre aide, qui n'ont pas demandé votre aide, qui sont en train de travailler et de se demander ce que vous pouvez bien foutre ici.

Nous devons vraiment constamment insister sur le fait qu'il n'y a pas que les blanc.he.s de la classe moyenne qui ont la capacité de consentir au travail du sexe, mais le contre discours opposé est que ces femmes manquent d'agentivité,

qu'elles sont impuissantes ou qu'elles se laissent facilement piéger. Je pense que, dans l'ensemble, ce discours est une sorte de déguisement créé pour cacher ce que ces groupes font réellement, à savoir essayer d'empêcher des adultes d'avoir des relations sexuelles en échange d'argent, ce qui ne regarde personne.

CATS: Avec toutes les preuves dont nous disposons aujourd'hui et tou.te.s les TDS qui racontent leurs histoires et font entendre leur voix, pourquoi pensez-vous que le gouvernement et la société dans son ensemble ne veulent pas changer et ne semblent pas vouloir aborder le sujet ou nous entendre?

Crystal: Je pense qu'au fond, cela se résume à ces croyances moralistes de longue date dans notre société, qui sont dépassées et sexistes. Les personnes qui influencent les lois ont un agenda moral, et les lois ont été façonnées par les opinions de la société, et à leur tour ces lois influencent la société, et il y a alors ce cycle horrible qui dure depuis des siècles. C'est ce que nous avons constaté lors de la récente contestation constitutionnelle. Dans sa décision, le juge de la Cour supérieure de l'Ontario a écrit que «le travail sexuel est intrinsèquement une forme d'exploitation» (ce qui, nous le savons, n'est pas vrai). Il a cité les lois canadiennes sur le travail du sexe et a fait écho aux arguments inscrits dans le préambule de la loi². Le préambule parle de «dignité humaine et du préjudice social causé par l'objectivation du

corps humain». Nous savons que l'ancien ministre conservateur de la justice, Peter MacKay, a rédigé cette loi et ce préambule. C'est comme s'il était présent lors du premier échange d'argent contre du sexe, écrivant avec une plume d'oie, en se disant «hmm...»

C'est tellement archaïque et dépassé, et pourtant c'est ce qui façonne la loi, et cette loi influence la perception du public. En plus de ça, je suppose qu'il est peut-être plus facile pour le public de croire que tout le monde est exploité que d'accepter que les TDS ont le choix de faire ce travail.

CATS: C'est intéressant comme le cycle ne fait que se renforcer à cause de la loi; un juge peut facilement dire «oh ouais, selon la loi, c'est ce qui est dit, donc c'est ça».

Crystal: Oui, «Ça doit être un fait!». La loi a été rédigée par quelqu'un qui avait son propre agenda moral, et qui l'a rendu très évident dans la rédaction du préambule. Si vous entendiez quelqu'un parler ainsi en public, dans une institution ou dans un restaurant, vous vous diriez, «Hein? D'où est-ce que ça vient? Pourquoi cette personne dit à des gens quoi faire de leur propre travail et de leur propre vie?»

CATS: Les TDS migrant.e.s occupent une place particulière à l'intersection du mouvement des travailleur.se.s migrant.e.s et du mouvement des TDS. Est-ce un défi de naviguer à cette

intersection? Avez-vous été capable de créer de la solidarité entre ces deux mouvements?

Crystal: Pour être honnête, cela a été très difficile parce que ça donne l'impression de n'avoir notre place nulle part. Mais la vérité c'est que, tout comme il y a du racisme dans la société en général, il y a aussi du racisme au sein de notre mouvement. Donc, nous avons rencontré des personnes qui disaient: «Nous ne faisons pas de sensibilisation dans les salons de massage parce que toutes ces femmes sont victimes du trafic sexuel». C'est le même discours raciste que celui dont on vient juste de parler qui se répète.

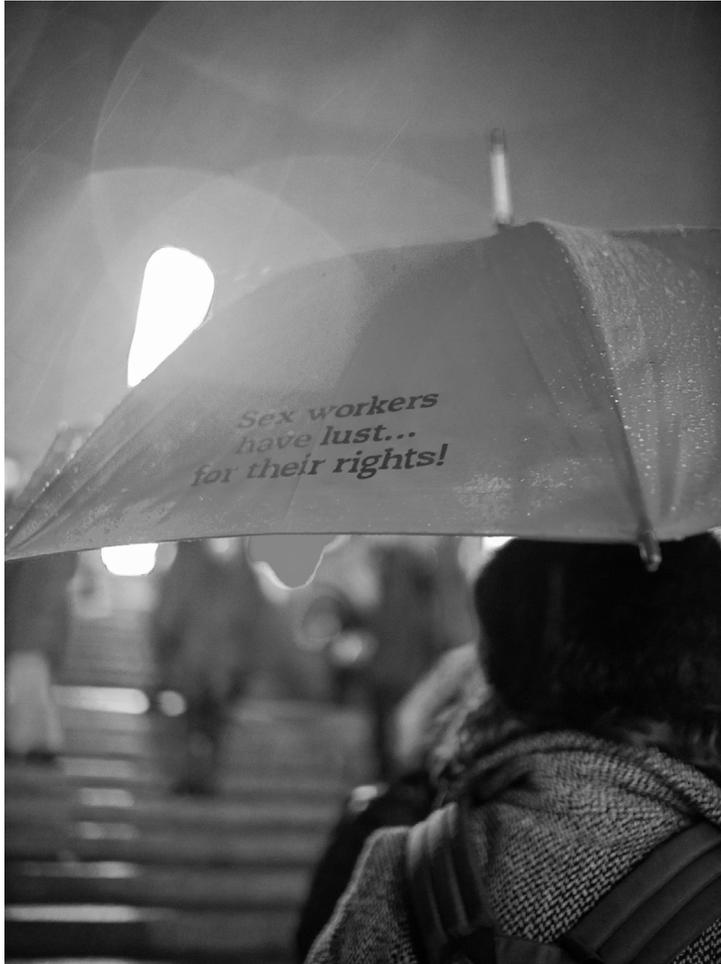
Il existe également une approche dominante «*Out* et fier.e» de la défense du travail du sexe, et je suis très reconnaissante à tou.te.s les activistes et organisations qui le font, mais cela ne fonctionne pas pour les femmes que nous soutenons. Prendre la parole à visage découvert n'est pas possible. Je vous parle parce que je ne suis pas une TDS, je suis une citoyenne canadienne et ma première langue est l'anglais. Ce sont des privilèges qui me permettent de parler. Nous essayons toujours de trouver des moyens peu contraignants pour que les femmes participent à nos activités militantes, et je peux vous dire qu'elles ont beaucoup de choses à dire, mais elles ne veulent pas être le visage d'un mouvement, elles ne veulent pas être filmées, elles ne veulent même pas que leur voix soit enregistrée.

De plus, nous nous sommes efforcées d'établir des alliances avec les communautés de migrant.e.s, nous avons pris la parole lors de rassemblements, etc. Mais le travail du sexe peut être nouveau et inconfortable pour ces personnes aussi, et il est important de se rappeler que beaucoup d'entre elles viennent de pays où le travail du sexe est fortement criminalisé; il y a des peines très sévères pour le faire, ce qui a créé beaucoup de stigmatisation culturelle. Nous essayons de dire que ces TDS migrant.e.s sont aussi des travailleur.se.s migrant.e.s. Ce sont des étudiant.e.s international.e.s, des mères, elles ont essayé de travailler dans l'hôtellerie et l'hospitalité et ont été confrontées au racisme et à l'exploitation et sont parties, elles vivent dans la peur de l'expulsion et de la séparation des familles. Même si le travail n'est pas familier, il s'agit d'expériences et d'émotions très communes ressenties par de nombreuses communautés de migrant.e.s. Nous savons qu'il faudra du temps et de la compréhension. Nous avons un objectif commun et nous espérons qu'en luttant contre les politiques d'immigration enracinées dans le racisme, iels pourront le comprendre et que nous pourrions collectivement changer les choses. Mais c'est une intersection très intéressante dans laquelle se trouver.

CATS: La Nouvelle-Zélande est souvent présentée comme le modèle de décriminalisation. Pourtant, 20 ans plus tard, les TDS migrant.e.s ne peuvent toujours pas travailler légalement.

Quelle stratégie devrait être mise en œuvre pour que la même chose ne se produise pas au Canada?

Crystal: Oui, c'est une question difficile. Ce qui s'est passé en Nouvelle-Zélande n'était pas une décriminalisation totale, car le travail du sexe des migrant.e.s est toujours interdit et iels sont confronté.e.s aux mêmes problèmes et aux mêmes risques que si iels travaillaient ici. Je vais juste donner un exemple: lorsque SWAN s'est adressé au comité de la Chambre des communes [sur le statut des femmes pour son étude sur la traite des personnes] l'été dernier, les politicien.ne.s ont admis que nombre d'entre eux n'avaient même pas entendu parler de l'interdiction du travail du sexe pour les migrant.e.s.³ Donc nous devons vraiment faire passer ces messages encore et encore. Quel que soit l'endroit, nous menons des actions de sensibilisation partout où nous sommes, car même si les lois canadiennes sur la prostitution étaient abrogées, les migrant.e.s seraient toujours confronté.e.s aux mêmes risques. Cela ne changerait pas grand-chose pour elleux. Iels pourraient toujours être expulsé.e.s, iels pourraient toujours être détenu.e.s au centre de détention de l'immigration ici à Surrey, pour une durée indéterminée, sans traducteur.rice, traumatisé.e.s, ne sachant pas si iels reverront leurs enfants. Mais je dirais simplement que la Nouvelle-Zélande a été une expérience d'apprentissage et que cela ne peut pas se produire ici.



XXX

¹ Agence des Services Frontaliers du Canada.

² Gouvernement du Canada. (2014). «Préambule», *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*, récupéré de <https://tinyurl.com/loipcepaf>

³ Pour en apprendre davantage sur les apparitions de SWAN au sein du comité: SWAN Vancouver. (2023). *SWAN Vancouver speaks to House of Commons Committee*, récupéré de <https://tinyurl.com/swanvancouver>

Crédit photo: Clémence Lesné

Ground Score Diaries

Par Jesse Dekel. Traduction par Adore Goldman

Quand on apprend le décès d'une de nos collègues, on a généralement pas besoin d'en connaître les circonstances pour savoir qu'il s'agit d'une mort violente. Je ne parle pas nécessairement du genre de violence qui se retrouve dans un podcast de *true crime* ou sur la première page du Journal de Montréal. Bien que ces histoires existent, il y en a souvent une multitude dont on ne parle jamais; des morts qui surviennent après une série de traumatismes et d'injustices; une série de fins de mois, d'appartements crados et de proprios véreux; une série de portes fermées, de guichets d'accès et de listes d'attente. La mort par désespoir.

Récemment, j'ai perdu une amie. Il y a de ces amitiés qui se créent dans la lutte et qui ont quelque chose de différent. Vous savez que malgré tout ce qui peut vous arriver, il y aura toujours cette expérience commune qui vous reliera. C'était comme ça avec Jesse.

Notre première interaction a été lors d'une rencontre du Comité autonome du travail du sexe. À l'époque, ça ne s'appelait pas encore comme ça. En fait, le projet n'avait pas encore de nom. Melina May et moi avons fait un appel à la mobilisation, et c'était la deuxième rencontre qu'on organisait. On ne savait pas trop ce qu'on voulait faire, et je ne sais même pas si on y croyait vraiment nous-même. On avait un peu le syndrome de l'imposteur. Mais désormais, on pouvait dire qu'on était trois et ça comptait pour beaucoup!

Jesse n'avait pas peur de prendre la parole pour défendre les TDS. Elle ne le faisait pas parce qu'elle aimait son travail, mais parce qu'elle voulait s'organiser avec ses collègues pour en améliorer les conditions. Elle n'avait que faire de la charité; pour elle, nous n'avions pas de temps à perdre. Il fallait être politique si nous voulions obtenir des gains qui amélioreraient vraiment notre vie!

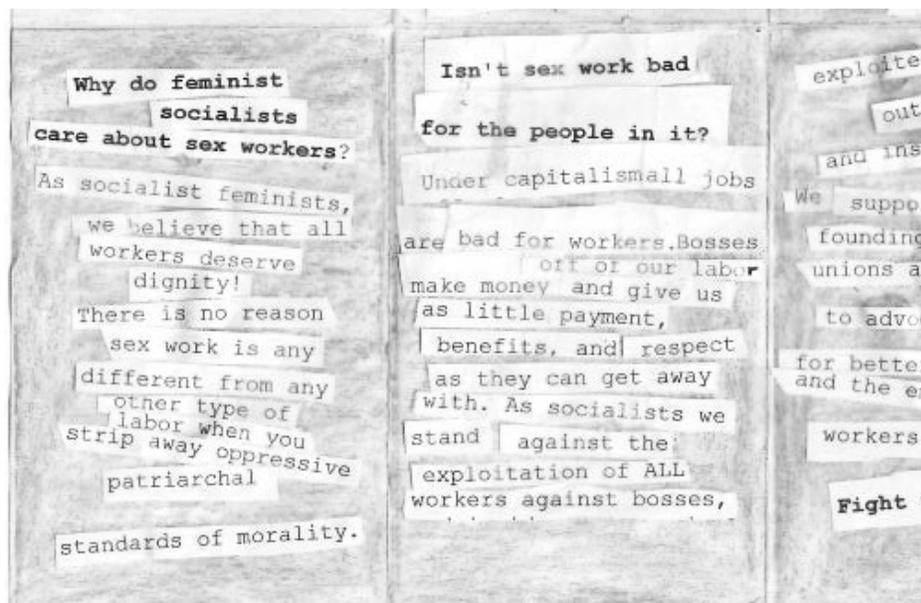
Je me rappelle la première action que nous avons organisée le 1er mai 2021 avec le CATS. C'était elle et moi qui l'avions animée. Nous dénoncions le couvre-feu, l'absence totale de prise en compte des TDS durant la crise sanitaire de la COVID-19 et la répression. Jesse m'avait confié que ça avait été sa plus belle journée de l'année 2021. Elle a continué à s'impliquer malgré son retour en Nouvelle-Zélande à l'été 2021 et le décalage horaire de 18h.

La dernière fois que j'ai parlé à Jesse, c'était le jour de la mort de Carole Leigh. Carole Leigh est la première personne à s'être définie comme TDS. Jesse avait posté dans sa *story* une photo de sa rencontre avec elle quelques années plus tôt alors qu'elle habitait à San Francisco. J'avais répondu à sa *story*, car j'étais impressionnée; pour moi, Carole Leigh était une légende en termes d'activisme pute. J'avais demandé à Jesse si elle voulait qu'on s'appelle bientôt. Elle avait dit qu'elle allait à Auckland cette semaine, mais qu'on pourrait s'appeler la semaine suivante. Finalement, Carole Leigh et elle sont décédées la même semaine.

Je pense que nous avons un devoir de mémoire quand nous perdons des gens. Je pense qu'une façon dont Jesse aurait aimé qu'on honore sa vie, c'est qu'on continue la lutte des putes et qu'on ne lâche rien.

Quelques semaines avant sa mort, Jesse m'avait envoyé un manuscrit de ses journaux du temps où elle habitait à San Francisco. Elle voulait les publier. Je lui avais dit que je lui donnerais un coup de main pour la relecture et pour l'envoyer à des maisons d'édition. Malheureusement, je n'ai pas eu le temps. C'est pourquoi je me permets d'en publier quelques extraits ici.

Adore Goldman



Zine de Jesse Deke1 distribué le 2 juin 2019 à Oakland à l'occasion de la journée internationale des travailleuse.s du sexe

05.12.18

J'ai dormi comme de la marde, je n'arrêtais pas de me réveiller, inconfortable et frustrée à chaque mouvement.

Tôt ce matin, je suis partie de l'appartement d'Angel parce qu'elle devait être quelque part à 8h, et j'ai pris le bus jusqu'au HSRC¹. Je suis arrivée là-bas à 9h, et Rose était en retard, et est arrivée à 9h50, au lieu de 9h30, alors je me suis juste assise en regardant du caca de chien.

La clinique *Cole Street* est cet endroit beaucoup trop *LGBT friendly*, avec un *shitload* de *snacks* gratuits (je m'en suis donnée à coeur joie) et le *staff* le plus patient. Malheureusement, je ne suis pas patiente. Et j'ai passé 3h30 là-bas, assise dans différentes salles d'attente, et j'ai vu un total de 3 docteur.e.s et intervenant.e.s.

J'ai parlé de tout ce qui intéresse les intervenant.e.s d'habitude. L'itinérance, les tentatives de suicide, la drogue, être sans-papier, etc. Il y avait beaucoup de blabla. J'ai fait un test d'urine et un test de tuberculose (finalement), et on a vérifié mon poids, qui était 149 livres/67 kg *ish*. J'ai pris environ 5 kg depuis que je suis aux États-Unis. Être itinérante veut dire être bien nourrie, ou bien je fais juste trop manger à cause de la rareté de la nourriture? Je ne sais pas trop. Je dois quand même faire un test d'urine pour les ITS même si j'ai parlé au doc de mon manque de sexe. Ugh.

Éventuellement, j'ai reçu mes prescriptions américaines et une nouvelle médication pour dormir parce que le Zopiclone est inexistant aux États ou quelque chose du genre.

J'étais là beaucoup trop longtemps et j'ai passé beaucoup trop de temps sur Shazam, c'était très ennuyant et stressant. L'intervenante a imprimé 50 pages de mon dossier médical. Eugh.

Parce que c'était tellement long et que j'avais une entrevue d'embauche à 14h, ils m'ont appelé un Lyft, et je suis arrivée à l'entrevue à *New Door*² 5 minutes en avance.

New Door est cette zone-endroit jeune, cool et branchée. L'entrevue consistait principalement de questions très personnelles (confidentielles, ne t'inquiètes pas!) à propos de mes antécédents judiciaires, de ma consommation de drogues, etc. Tellement bizarre. J'ai répondu à tout. Il y a deux semaines d'orientation payées début janvier et une entrevue de suivi la semaine prochaine. Alors, j'imagine que ça veut dire que j'ai la job, même si je pense que c'est le cas de tout le monde puisque c'est littéralement un programme d'employabilité.

J'ai marché directement à l'Hôpital Général de San Francisco, qui ne m'ont pas aidé du tout, parce que je n'ai pas d'assurance-voyage, et j'ai marché jusqu'à un *Safeway*, où on m'a dit que mon Concerta me coûterait 600\$ USD, et mes hormones

120\$. *Fuck*. Alors, je suis partie après avoir essayé d'appeler mes assurances et échoué à arranger tout ça.

Je suis tellement frustrée par tout ça!

J'ai mangé à une sandwicherie meridique et j'ai pris le bus jusqu'à Haight pour aller au service d'échange de seringues de la *Homeless Youth Alliance* parce que j'avais besoin d'un *sleeping bag* et de tests de fentanyl. Heureusement, j'ai croisé Rose, qui m'a amenée voir Sonya. J'étais tellement contente de la voir. Je l'adore. Elle est merveilleuse. J'aime comment elle me fait sentir. Elle est vraiment merveilleuse.

Après, je suis allée au HYA³ et j'ai été chercher des tests de fentanyl, un *sleeping bag* et des *snacks*. J'ai demandé pour mes hormones, et on m'a amené dans une genre de salle de soins et des gens très gentils m'ont donné des ressources très aidantes. Tellement de gentillesse.

Je suis partie et j'ai marché en rond pour me trouver un coin où m'installer sur le trottoir. Un gars, Randy, m'a dit qu'il y a une règle qui dit que tu ne peux pas te coucher/dormir avant 23h. Il m'a aussi dit cette blague. Quelle est la différence entre le thé de Medford et une bouteille de pisser. Les deux sont des bouteilles de pisser.

Medford est un gaillard allemand qui donne de la bouffe à des sans-abri, incluant du thé. Quel amour!

Je me suis trouvée une petite alcôve en face d'un magasin québécois et en face de «*The R Tours*». C'est ici que je me couche dans mon sac de couchage bleu et que je dors sur le trottoir.

J'ai mangé dans un restaurant de tacos et j'ai brossé mes dents/lavé ma face/fait ma routine de nuit dans leur toilette.

Je vais dormir sur le sol, au chaud, dans mon sac de couchage bleu.

06.12.18

Je me suis réveillée plein de fois cette nuit, la première fois pour aller sur une mission pipi agile. Et la deuxième fois, j'ai pissé sur un arbre à 20 mètres de mon sac de couchage.

À part ça, j'ai bien dormi.

Quand je me suis réveillée, je n'avais pas à m'habiller évidemment, alors j'ai juste pris le bus vers l'appartement de Tom Weddel. Un gars russe (autoproclamé) fulminait et était super raciste, alors j'ai argumenté avec lui. Il disait aussi que tout son argent + ses coupons venaient de la sécurité sociale et a fait un drôle de commentaire sur la meth de la Nouvelle-Zélande.

J'ai attendu presque une heure à la clinique, même si j'étais la première arrivée, 15 minutes avant l'ouverture, parce que je suis une idiote et que je ne suis pas allée à la bonne place. J'ai rencontré quelques docteur.e.s, Shannon et le Docteur Zabin, qui a arrangé mes affaires d'hormones et écrit une lettre à la *San Francisco General Pharmacy* à propos de mon adhésion aux assurances de la ville ou quelque chose comme ça.

Un docteur m'a donné plusieurs tests de fentanyl, et le Docteur Zabin m'a demandé d'apprendre comment utiliser le Narcan, un médicament qui est donné aux personnes qui font des surdoses d'opioïdes. Alors une autre infirmière m'a amené dans une salle, elle m'a fait une démonstration rapide, elle m'a donné du Narcan et elle m'a enregistré comme possédant du Narcan dans un registre. Alors maintenant, j'ai plein d'aiguilles neuves en ma possession, des tests de fentanyl et un buvard d'acide.

On a testé un petit bout de mon acide pour le fentanyl. J'ai mis des gants et j'ai coupé un petit morceau avec des petits ciseaux. Heureusement, il n'y avait pas de fentanyl et je suis juste folle.

Après ça, j'ai marché jusqu'à chez Thomas et j'ai récupéré mes verres de contact et mon sac que j'avais laissé là-bas. Il avait un ami à la maison, qui m'a parlé de ressources pour les personnes trans sans-papier. J'ai utilisé les toilettes pour broser mes dents, etc, j'ai laissé quelques trucs à donner et après je suis partie vers le HSRC.

J'ai beaucoup mangé et j'ai parlé avec Sonya et Rose. Camila m'a offert de travailler comme représentante durant une entrevue pour une stagiaire, payé par carte-cadeau, et j'ai accepté. Alors, une heure après la fermeture, je suis restée et j'ai participé à une entrevue malaisante et tapageuse, laquelle consistait surtout de questions sur si la personne avait été itinérante et si non (non), comment elle serait capable de connecter avec des jeunes sans-abri. Il y avait beaucoup de représentation et de défense du quartier. C'était malaisant. J'ai demandé la question obligatoire: «As-tu des ami.e.s transgenres» pour laquelle j'avais sûrement été approchée, et elle a dit non.

J'ai reçu ma carte-cadeau et j'ai parlé à Camila, Rose et Sonya à propos du refuge Jazzys. Ils auront peut-être un lit demain soir. Alors, je rencontre Sonya demain à 10:30 am au HSRC, et après je vais au Jazzys. Je pense à faire du travail du sexe. Ça semble une bonne façon de faire de l'argent dans ma situation, mais je ne sais pas vraiment. J'en ai parlé à Sonya, et elle a dit qu'elle ne le recommandait pas, mais qu'elle peut me donner de bonnes ressources si je décide de le faire.

Alors, j'ai décidé d'aller au *SF General*, et Angel m'a dit que c'était ouvert jusqu'à 19h. J'ai pris de l'argent pour faire mon lavage et j'ai pris un bus pendant une demi-heure. Angel s'était trompée. Ça fermait à 17h. Il était 17h20. Alors, j'ai décidé d'aller au *SF LGBT center* parce que je pensais qu'ils étaient

ouverts. Je m'étais trompée, le programme jeunesse fermait à 18h. Il était 18h15. Alors, je me suis rendue au *Contemporary Jewish Museum* et j'ai dépensé 5\$ pour voir une exposition. C'était plutôt bien, il y avait un tatoueur juif qui s'appelait «*Lew the Jew*» et une expo sur les vêtements juifs. Il y avait un atelier de broderie, et j'ai brodé un fil d'or à travers une fleur.

J'ai accidentellement volé plein de nourriture à un événement privé. Je n'avais aucune idée que c'était un événement privé avant d'avoir tout mangé. Je me sentais un peu mal. Je pense que c'était le *party* de retraite d'une gentille vieille dame juive.

J'ai décidé de rester dans une auberge de jeunesse. J'ai été sur Agoda et j'ai loué une chambre à 30\$ la nuit au *Amsterdam Hostel*. En m'y rendant, j'ai vu une longue file en avant du *Gamestop*. Tout le monde attendait pour le nouveau jeu de *Smash Bros*, *Super Smash Bros Ultimate*. Je suis arrivée au *Amsterdam Hostel* et j'ai sauté toute excitée dans la douche pour me rendre compte qu'elle était cassée et que je ne pouvais pas non plus me servir du bain parce qu'il n'y avait pas de bouchon. Alors, j'ai utilisé le robinet du bain en m'aspergeant d'eau savonneuse pour 30 minutes. C'était vraiment stupide. Ugh. Je suis stupide.

12.12.18

Je suis fatiguée de tout ce bordel. J'ai été au HSRC aujourd'hui bla bla bla. Parlé à Sonya.

J'ai imprimé des CV adaptés à des jobs de services et je les ai distribués à quelques endroits. On a croisé une exposition qui affichait des feuilles de buvards et on a vu des murales à la Alex Gary.

On a traîné au *LGBT center*, et j'ai joué à *Fire Emblem* et j'ai regardé *Blue Planet 2*. Après, je suis allée à la *St. James Infirmary*⁴. L'infirmerie des travailleur.se.s du sexe. J'ai rencontré une intervenante en réduction des méfaits à qui j'ai parlé de mes hormones et de travail du sexe. Je suis tellement léthargique, et ma narine droite est irritée pour aucune raison apparente.

Je suis arrivée à la *St. James Infirmary* et j'ai pris l'ascenseur jusqu'au 4e étage où je me suis enregistrée avec une réceptionniste et j'ai rempli plusieurs formulaires. Ensuite, j'ai attendu dans une salle communautaire où un film gai de Robin Williams jouait, et il y avait de la nourriture et des vêtements gratuits avec une politique de «tu l'essaies, tu le gardes». J'ai pris des croissants et un sac de nourriture. Quelqu'un a complimenté mon collier, et j'ai parlé avec une travailleuse du nouveau *Smash Bros*. Tout le monde était gentil. On m'a donné un numéro (54) pour voir un docteur/une intervenante, et après 15 minutes environ, elle est venue me chercher. La porte de la salle de rencontre ne voulait pas s'ouvrir, alors elle m'a demandé de me rasseoir et est revenue me chercher quelques minutes plus tard.

Elle m'a fait parlé de tout ce qui se passait. «Tu es sans-papier, trans, qui essaies d'avoir des hormones et sans-abri». Elle a dit que ça sera difficile à San Francisco. Très difficile. Elle m'a avertie.

Je lui ai demandé comment faire du travail du sexe et elle m'a tout expliqué. Elle m'a demandé si j'avais peur, et j'ai dit que j'avais surtout peur que la police m'attrape et me déporte plus que tout. Elle m'a dit que ça n'arriverait pas. Elle m'a dit de demander l'argent en premier. Et d'être toujours gentille. Je dois m'arranger. Et porter des talons. Et une mini jupe.

On a parlé de l'accès aux hormones, et elle a dit que je devrais sûrement juste les payer. Elle m'a aussi dit où trouver du travail, et à quoi m'attendre en termes de tarifs, et quoi faire. Elle m'a dit quoi porter, et comment avoir des clients. Elle a dit que j'étais jeune et trans, et que je pouvais vendre ça. Je dois juste travailler.

J'ai demandé des ressources pour les TDS, et elle m'a demandé si j'avais déjà fait du travail du sexe. J'ai dit non, et elle m'a tout dit. Elle m'a dit à quoi m'attendre, où aller et comment être certaine d'être payée.

Elle m'a donné des talons hauts et sa carte et m'a dit: «Je m'inquiète pour toi.» et «J'espère que cette ville ne va pas t'avalier.» et «Mais tu peux le faire.» Elle est une femme trans australienne de 60 ans qui a travaillé comme *showgirl* à Vegas dans les années 80.

Je me sentais léthargique et je n'arrivais pas à faire fonctionner *Google Maps* alors j'ai marché après avoir échoué à trouver l'arrêt du 2e bus.

Je me sens fatiguée et stupide et merdique. Je ne peux pas écrire correctement. Je fais toujours des erreurs. Rien ne change. Je veux juste jouer à des jeux vidéo toute la journée. Je ne veux pas être ici. J'en ai marre de cet endroit. Je ne sais pas ce que je veux faire. Je n'ai aucune motivation. J'haïs tout. Qu'est-ce que je suis supposée faire??? J'haïs ça. Est-ce que je devrais partir? Ça me rappelle quand j'étais itinérante à Wellington. Je me disais: «J'essaie si fort de trouver une place ici, mais je ne vois pas pourquoi cet endroit en vaut la peine. Je le déteste. Il n'a rien de spécial.» C'est ce que je ressens encore. Qu'est-ce que je fais à San Francisco?

09.03.19

Aujourd'hui, j'ai finalement terminé la vérification de mon compte pour le paiement par internet et commencé à cammer.

C'était vraiment difficile au début, mais tranquillement, après avoir été en ligne pour une heure au total, j'ai eu 11 spectateurs en même temps. Les gens commentaient que mes lèvres étaient sexy et m'écrivaient en privé. Un d'eux est devenu mon modérateur pour un moment et m'a donné des conseils sur comment *teaser*. J'ai beaucoup aimé l'attention, et honnêtement, j'étais à moitié dure

tout le long, même si j'étais toute habillée. J'ai pris le faux penis DUREX de pratique [volé dans le bureau du docteur] et je l'ai sucé. J'ai seulement gagné 1 *token*, ce qui équivaut à 5 cents dans toute l'heure, mais j'ai eu deux offres pour rencontrer des vieux hommes, un en échange de 200\$. J'ai vraiment aimé ça et je dois m'améliorer. Je dois apprendre à utiliser les *apps* et les *bots* comme il faut, pour que mon *broadcast* fonctionne bien. Je vais essayer demain.

Finalement, je n'avais même pas besoin de vérifier mon compte de paiement et j'aurais pu commencer plus tôt. J'imagine lundi. *Fuck*.

J'ai vraiment *fucking* aimé l'attention sexuelle. Je ne me suis jamais sentie désirée avant.

Une personne a rejoint le chat et a demandé combien de pouces je faisais. J'ai répondu que j'utilisais le système métrique et il est parti.
Fun fun fun.

À part ça, j'ai seulement regardé des animes et j'ai travaillé sur un article humoristique «Top 10 des endroits pour pleurer»⁵. Je me demande s'il sera vraiment accepté.

À 4h30, je suis allée sur Haight et j'ai regardé des vieilles figurines de films d'action à *Amoeba Records*.

J'ai acheté un chandail jaune à manche longue en mesh pour 10\$ à K-POK et j'ai parlé avec Frankie et Drew qui étaient assis près de là.

Il y avait une expo d'art vraiment cool d'une toute petite télé cathodique qui jouait des animes en boucle au *Red Victorian*. J'aimerais faire quelque chose comme ça.

Je suis retournée à la maison et j'ai regardé *Berserk Arc 1* avec Kat et Antoinette en partageant un smoothie aux fruits et au granola et une pizza. Le film était moyen comparé aux animes de 1997.

Après, j'ai étudié le HTML à l'ordi un moment et j'ai parlé avec mon cousin Guy pour lui souhaiter bonne fête.

Je suis malade, et mes lèvres sont irritées. J'ai rêvé que j'essayais de mémoriser de la musique et un concept de comédie. Il y a quelque chose dans mes yeux. Je me sens seule, sauf quand je ne le suis pas. Je suis triste, sauf quand je m'ennuie. Je m'ennuie quand je ne suis pas stressée. Je suis occupée quand je ne suis pas organisée. Je suis une ennuyante, stressante contradiction, qui n'a rien à offrir dans un futur proche.

J'ai annulé tous mes plans parce que je suis une terrible merde.

Je dois étudier. Je dois lire. Je dois écrire. Je dois relaxer. Je dois...

Demain, je vais peut-être acheter une *Nintendo Switch*. Au pire, ça va me donner quelque chose à écrire. Et je vais me croquer pour des étrangers qui complimenteront le potentiel d'élargissement de mes seins.

J'aime sucer le genre de dildo et avoir l'air salace. Je veux qu'on me veuille. J'espère que j'aurai de l'argent parce que *fuck*, qu'est-ce que je fais à être itinérante. Ahhh... tout est bizarre, *fuck*.

Je suis une *freak* répugnante en régression. Je suis hideuse, je suis dégoûtante. Je suis un goblin. Laide. Laide. *Freak*. Goblin.

23.03.19

Ce matin, j'ai eu une date avec Kat. Je pense que ça s'est bien passé. On s'est assises et on a parlé au *Coffee To The People* pour quelques heures et après, on a marché vers Haight. On a regardé les magasins.

J'ai acheté un zine DIY de *Silver Sprocket*.

La seule affaire qui était *off* c'est qu'on est passé devant des *Dirty Kids*, comme Misha, et Kat m'a demandé si je faisais du «bénévolat» avec elleux. Ce qui sonnait condescendant ou quelque chose comme ça. Je ne suis pas vraiment sûre comment articuler cette émotion/réponse. J'aime quand même sa compagnie et elle est très cute.

J'ai dit en blague que ses lacets en cuir étaient «vraiment gais» et elle m'a dit qu'elle trouve ce genre de commentaire bizarre. Ahh.

Je l'aime bien par contre et j'aimerais passer plus de temps avec elle.

On est allé manger au resto de tacos sur Belvedere, mais à 14h30 environ, elle a dû partir parce que la charge virale de son ami séropositif était vraiment élevée, et son infirmière n'était pas là pour l'aider.

Après la *date*, je suis allée à la maison. Et à 18h, j'ai décidé d'aller au magasin de bande dessinée pour la vente/*party* de fermeture. Ça m'a pris 40 minutes pour m'y rendre, et la place était remplie de *nerds* américains insupportables debout devant le *rack* de bande dessinée que je voulais regarder.

J'ai fini par acheter une *pin* de Saga qui était en vente à 50% pour un total de 5\$. Puis, je suis partie. L'événement m'a donné une attaque de panique et je n'ai vu aucune BD qui m'intéressait.

Après ça, j'ai pris le bus jusqu'à un McDonald qui était aussi vraiment plein et j'ai laissé tomber. J'ai pris le bus jusqu'à la maison.

J'ai regardé quelques épisodes de Jojo, et à 23h, j'ai commencé à diffuser sur *Chaturbate*.

En tout, j'ai fait 32,25\$ de *tokens*. Un gars nommé Al a rejoint mon chat et m'a donné du *tip*. À un certain point, il m'a envoyé son numéro de téléphone et il a fini par me convaincre de l'appeler en bloquant mon numéro.

J'ai commencé à parler à Al au téléphone. C'est un électricien de 35 ans qui habite à Santa Clarita et sa fête était le 17 ou 18 mars.

Il aime seulement les filles et a dit des choses gentilles à propos de mes lèvres.

J'ai mis un mot de passe à mon *broadcast* et il m'a payé en *tokens* pendant que je me déshabillais et que je me touchais.

On a eu du sexe au téléphone pendant qu'il se branlait.

Après avoir fait semblant de le *rider*, et avoir fait quelques positions, je me suis masturbée jusqu'à ce que je vienne.

Après, il s'est branlé jusqu'à ce qu'il finisse, et il m'a envoyé 625 *tokens* je crois.

C'est cool. Je suis une travailleuse du sexe.

La première fois, j'ai fait 1 *token*. La deuxième fois, j'ai fait 100 *tokens* et la troisième, j'ai fait 625 *tokens*. J'espère que j'apprends un peu.

07.04.19

Ce matin, après 2 annulations (une de Bualia et une de ce gars, Dan, que j'ai rencontré à *Comix Experience*), j'ai décidé d'essayer de mettre une affiche pour faire des lectures de tarots. À 11h45, je suis allée sur Haight où Peaches, Curls et Catfish étaient et je me suis assise en face d'un magasin avec mon affiche.

J'ai fait ça pendant 2 heures. Deux punks croûtés sont venus me demander si j'avais vu leur chien et ont été des vrais connards. L'un d'entre eux m'a acheté une *pin* pour 30 cents et l'autre m'a demandé une lecture gratuite, puis se sont mis à deux pour me faire la leçon sur comment lire le tarot. Ils ont pilé sur mon affiche, même quand je leur ai dit d'arrêter. Connards.

J'ai écrit (hébreu) lecture 5\$ sur l'affiche, ce qui se traduit dans un hébreu grammaticalement incorrect par «trou de cul lecture 5\$». J'ai fait 7,32\$ en tout. J'ai donné une lecture. C'était de la marde.

J'ai abandonné à 14h et j'ai dépensé tout l'argent que j'avais fait en m'achetant une pointe de pizza, un Arizona et des nachos.

Les deux gars qui se promènent nus en portant seulement ces trucs de chasteté sont passés près de nous. J'ai dit à Curls que j'irai leur quêter en blague, ce que j'ai fait. «Je n'ai pas de change sur moi. Où je le mettrais?»

Ensuite, je suis allée à la maison juste à temps pour une rencontre collective avec pizza. J'ai dit qu'il faisait trop chaud dans la maison, et Cocoa a fait des blagues insinuant que c'était à cause de mes hormones et elle m'a demandé si j'étais en ménopause.

Plus tôt ce jour-là, elle a dit qu'il y avait un *show* de drag auquel nous étions invitées hier soir, mais j'ai dit que j'étais «incroyablement *high* sur la coke» alors je ne pouvais pas y aller. Elle a ri.

J'ai regardé Jojo et à 21h30 je suis retournée dans la rue. Peaches était fatiguée, alors elle est allée se poser et j'ai vu Toast. Je suis allée au dépanneur acheter une boisson gazeuse, et un homme à côté de moi n'arrêtait pas de sacrer/ se parler très fort. Je n'ai rien acheté et quand je suis sortie derrière ce gars, le proprio du dépanneur lui a crié après, en lui disant de rendre une canne qu'il avait supposément volé. Toast lui a dit de la rendre et le proprio du dep a dit à Toast: «Pète-lui la gueule». Le gars a dit que c'était du harcèlement et a menacé d'appeler la police. Toast lui a dit: «Fou le camp de mon bloc» et a compté jusqu'à 5. Un bus s'est arrêté parce que le gars était au milieu de la rue, et puis, il a frappé à la porte et a dit: «Laissez-moi entrer, ce gars me dit de me pousser de son bloc maintenant.» Le bus l'a laissé rentrer, et pendant qu'il s'en allait, Toast le poursuivait en frappant à la vitre et en hurlant: «Je savais que tu m'écouterais. *Bitch!*» Que d'aventures!

Fuck les malades mentaux? Ce monde. *Sucks. Fuck.*

Quelle fin de semaine gâchée.

À la maison, j'ai cammé et le gars de Santa Clarita est revenu sur mon *broadcast* et je l'ai appelé. On a organisé un show privé à 30 *tokens* par minute, dans lequel je me suis mise nue et je me suis branlée, mais je ne suis pas venue. Il a dépensé environ 500 *tokens* sur moi et quand il n'en avait plus, on a arrêté l'appel.

J'ai arrêté de cammer après ça.

Gaaaaaaah. Je peux sûrement faire plus que me branler et regarder des animes? Non? Probablement pas alors?

Au moins j'ai fait de la cocaïne.

01.06.19

Ce matin, je suis allée dans Castro⁶ pour vendre quelques livres au *Dog Eared Books*, et pour voir la synagogue historique gaie de *Sha'ar Zahav*. Tous les services étaient finis au temple, alors c'était une perte de temps, et j'ai seulement reçu 4\$ pour les livres.

Je suis allée à la maison et après, à 17h, je suis allée au bureau du DSA⁷ pour l'événement de création de pancartes féministes socialistes. J'ai reçu un email ce matin de Lia qui disait qu'elles m'avaient nommée comme l'une des nouvelles co-présidentes féministes socialistes, mais évidemment, je ne vais pas le faire si je quitte la ville. Alors, tout l'événement était malaisant parce que je ne voulais pas aborder le sujet.

J'ai fait plein de macarons avec la machine et des pancartes qui disaient «*Sex Work Is Real Work*» ou «*TERFS and SWERFS Fuck Off*», et j'ai mangé beaucoup de fruits pendant que j'y étais.

Christian du ILWU⁸ a dit qu'il allait au *party* du ILWU, alors je m'y suis invitée et j'ai pris la 33 jusqu'à Mission avec Lia. Je leur ai dit que je partais pour Montréal. Ça s'est bien passé.

Je suis arrivée à l'hôtel Hilton où était le *party* à 20h30 et j'ai rencontré Kevin et cet autre gars du DSA. On est rentré, et j'étais immédiatement entourée de ces riches démocrates libéraux de la classe dirigeante.

Une dame riche et chic a échappée des crevettes sur le plancher et a fait comme si de rien était, alors je lui ai dit et elle est retournée les ramasser. Hehe. Le *party* était vraiment malaisant. Tout le monde était tellement riche et je n'étais pas à ma place. Tellement d'héritier.e.s. Kevin et l'autre gars sont venus avec moi au *fucking party* de YIMBY⁹ en haut, et le garde m'a arrêté pour me demander si j'étais «à la bonne place» (en regardant mes vêtements), alors je lui ai dit que oui.

Le *party* était *fucking* coincé. Il y avait une chirurgienne plastique qui parlait à Kevin de comment Bernie essayait de la «pimper» ou quelque chose comme ça, et toute la foule de riches *fucking* bobos me donnait envie de vomir.

Un gars m'a fait la leçon à propos des liens entre l'économie du ruissellement et la valeur des logements, et j'avais envie de pleurer. Je n'étais tellement pas à ma place, et le *barman* m'a demandé d'enlever mon sac parce que j'avais renversé des serviettes de sa table. Il y avait du vin gratuit par contre.

C'était tellement haut dans la tour, et cet environnement bizarre est devenu emmerdant. Je suis retournée en bas et j'ai rencontré Jennifer du syndicat des locataires et Kate-Mary du DSA. Et Xavier du DSA. On est allé acheter de l'alcool et Jennifer m'a acheté une bière *Anchor Steam*. Puis, on est allé au *Moscone Center* au coin de Howard et de la 4e.

À un certain point, quand je partais du *party* de YIMBY, cette personne du DSA *East Bay* dans cette robe thématique du système de transport avec tout plein de macarons politiques m'a parlé dans l'ascenseur. Aussi occupé par les bobos. Je me suis plaint d'être mal à l'aise en présence des riches, et elle m'a dit que c'était une habileté politique importante. Ugh.

On est arrivé au centre et on est allé au *party* de la campagne 2020 de Bernie. Bernie Sanders lui-même venait de quitter la conférence. On a bu et j'ai rencontré Jen Snyder.

On est allé à un *party* d'infirmières pour de la nourriture et de la bière gratuites, et puis d'un *party* à l'autre comme ça. Je suis devenue saoule, et Christian m'a dit de lui envoyer un email à propos du syndicat de travailleuses du sexe en Nouvelle-Zélande, pour qu'il puisse parler à Bobby de syndiquer les travailleur.se.s du sexe avec cette précieuse information.

Jen Snyder, son consultant politique, Jim, et moi avons niaisé et beaucoup bu. À un certain point, ce libéral avec un chandail de «*Ruth Bader Badass*» m'a sermonné à propos de mon *t-shirt* «*Nazi Punks Fuck Off*» et m'a dit qu'il ne pensait pas qu'il y avait encore des Nazis et que *American History X* était juste un film.

On s'est encore plus saoulé et nous avons ri de la *playlist* style bal de finissants. Éventuellement, on s'est fait mettre dehors et j'ai vu un gars courir après Pelosi avec qui je m'étais lié d'amitié. Il disait lire de la poésie dans Mission et qu'on lui lançait des légumes jusqu'à ce qu'il se mette à fumer du *weed* avec les lanceurs.

Jen nous a commandé un Lyft pour aller sur Haight et j'ai marché jusqu'à la maison. Quelle bizarre de soirée.

03.06.19

Hier, c'était le premier jour depuis les presque 7 mois que je suis aux États-Unis que je n'ai pas écrit dans mon journal. Je me sens un peu comme de la merde, mais aussi heureuse que je m'y sois tenue si longtemps, sans m'arrêter.

Alors, j'imagine que je vais juste réciter les événements des deux derniers jours.

Hier matin, je me suis réveillée à 9h30 et je n'avais pas assez de temps du tout pour prendre une douche, alors j'ai juste mis des vêtements et pris le bus jusqu'au bureau du DSA pour rencontrer Lia pour qu'elle me donne un *lift* à l'événement pour la Journée internationale des travailleur.se.s du sexe qui se tenait à la *Oscar Grant Plaza*, à Oakland.

Jay était là aussi, et nous avons rempli l'auto de Lia avec les trucs du DSA et conduit jusqu'à Oakland.

L'événement était super. J'ai remarqué que j'avais un grand sourire dans la face la moitié du temps et j'ai juste *fuckin* adoré me sentir aimée comme si je faisais partie d'une communauté. Je suis une travailleuse du sexe. Je suis l'une d'entre iels. Iels sont comme moi. J'ai l'impression que le travail du sexe indépendant est un travail solitaire et que trouver une communauté est difficile, mais d'être

entourée d'autres travailleur.se.s du sexe était tellement collectif, chaleureux et bienveillant.

Carol Leigh, aka Scarlet Harlett, la personne qui a inventé le terme «travail du sexe», m'a interviewée sur le fait que les lois contre le trafic sont oppressives et emmerdent les travailleur.se.s du sexe, et sont aussi une entreprise lucrative de plusieurs milliards de dollars pour les ONG réactionnaires chrétiennes.

J'ai donné mon zine sur le travail du sexe à la table du DSA aux passant.e.s et j'ai mangé des bagels, des fraises, etc du kiosque *Coffee Not Cops*.

Après l'événement, Lia m'a donné un *lift* jusqu'à Mission et la 24e, et j'ai mangé du McDonald, puis j'ai été en skate jusqu'à l'arrêt de la 33 au coin de la 16e et Mission. Le bus a mis une demi-heure à arriver, et je suis seulement restée à la maison quelques minutes avant d'aller au gala de financement du *St. James Infirmary*.

On m'a laissé entrer dans un gala beaucoup trop *fancy* avec un garde de sécurité et des «mixologistes» dans des chandails moulants, et quand Jay est arrivé, on est allé dans la zone du gala qui coûtait en fait 200\$.

Jennifer Holliday de *Dream Girls* a chanté et je me sentais comme dans un film. Christina Aguilera était là aussi apparemment.

De retour en bas au *party*, Molly et Eugénica, que j'avais rencontré à l'événement de la journée des travailleur.se.s du sexe sont arrivées. Jay est parti, et comme je commençais à être pas mal pompette, j'ai été invitée à un *after-after-party* dans une chambre d'hôtel.

Nous sommes parti.e.s en petit groupe en Uber à cet hôtel huppé, et Molly n'arrêtait pas de me payer des verres. Un qui avait des olives dedans avec un goût dégueu.

Nous nous sommes rendu.e.s en groupe jusqu'à une chambre d'hôtel, où nous avons bu et sniffé de la cocaïne dans les toilettes. Molly a dit: «Tu es vraiment cute. Veux-tu qu'on s'embrasse un peu?» et j'ai dit: «Je suis vraiment désolée, mais non.» Nous nous sommes ensuite tou.te.s fait mettre dehors par la direction de l'hôtel pour une raison quelconque, alors nous sommes allé.e.s faire une drôle de tournée des bars de laquelle je ne me souviens pas vraiment. Juste boire, pisser et Molly qui tenait mes cheveux pendant que je vomissais dans les toilettes.

Molly m'a commandé un Lyft jusqu'à la maison, et à 3:30 du matin je suis arrivée. Je me suis endormie immédiatement toute habillée, sans prendre mes médicaments ou écrire dans mon journal.

Ça, c'était hier.

Ce matin, je me suis réveillée avec un terrible mal de tête et une grosse gueule de bois. J'ai vomi dans les toilettes et à 10h, j'avais une rencontre avec mon intervenante de suivi, Kristina. Je lui ai dit que j'avais une migraine et j'avais ma tête endolorie dans mes mains tout le long du rendez-vous. La rencontre a duré seulement 15 minutes, et je suis retournée dormir après ça.

À 12h, j'avais mon rendez-vous avec Dafna et j'ai encore vomi. Tellement fort que j'en ai pleuré. Je lui ai dit que j'étais tombée de mon skateboard, et elle a renouvelé mes ordonnances.

Je suis partie vers le HSRC après ça et j'ai donné des *stickers* que j'avais reçu à l'événement de la journée des travailleur.se.s du sexe. Un dessin animé des années 90 jouait sur YouTube, et j'ai mangé des pâtes pour couper ma nausée dégueulasse.

Je suis partie et je suis retournée dormir à la maison. J'étais tellement *hangover*. Christopher est venue me porter ses nouvelles clés de maison, puisqu'on a n'a plus d'intervenante de jour et qu'on peut juste rentrer seul.e. *Fucking cool*.

Alice est rentrée à la maison, et pendant que j'étais en douleur dans mon lit, je lui ai demandé de *googler* les symptômes d'une cage thoracique fracturée. Tous les symptômes correspondaient, sauf la douleur au toucher. Ça fait tellement mal. J'aurais aimé l'avoir mentionné à Dafna. J'espère qu'après la thérapie demain, je pourrai voir le docteur.

On a commandé du *Burger King*, et j'ai passé la plus grande partie de la journée à faire la sieste. J'ai regardé la fin de *Leave No Trace*, que j'avais commencé dans l'avion il y a 6 mois. Quel suspense!

Je pense que mon *hangover* est en train de passer. Je suis tannée de me sentir comme de la merde.

C'était deux drôles de journées.



Jesse prend la parole lors du rassemblement du 1er mai 2021, la première action du CATS en réaction à l'absence de droits et protections pour les TDS durant la pandémie.

XXX

¹ Réfère probablement au *Haight Street Referral Center*, un centre de jour pour les jeunes de la rue à San Francisco.

² *New Door* est un organisme sans but lucratif qui offre des programmes d'employabilité aux jeunes de San Francisco.

³ *Homeless Youth Alliance*.

⁴ La *St. James Infirmary* est une organisation à but non lucratif par et pour les TDS qui dessert l'ensemble de la baie de San Francisco. C'est la première organisation de santé et sécurité dirigée par les TDS pour les TDS aux États-Unis! Les membres de COYOTE, la première organisation de TDS aux États-Unis, comme Margot St. James et Priscilla Alexander, ont fondé la clinique.

⁵ Jesse Dekel. (2019). *Top 10 Places to Cry*, récupéré de <https://tinyurl.com/top10jesse>

⁶ Quartier gai de San Francisco.

⁷ *Democratic Socialist of America*.

⁸ Réfère probablement au *International Longshore and Warehouse Union*.

⁹ Réfère à «*Yes In My Backyard*» (Oui dans ma cour) en opposition aux NIMBY - «*Not In My Backyard*» (Pas dans ma cour). Jesse voyait ces deux tendances comme des tactiques de gentrification, mais les YIMBYs ont une approche plus pernicieuse de s'occuper de l'itinérance et de gentrifier les quartiers. Le mouvement des YIMBYs veut «s'attaquer à la crise du logement» par le zonage et en augmentant le nombre de logements, sans reconnaître l'importance de la classe dans la question du logement en la réduisant à une question de demande et d'offre.

Parce que travailler c'est faire la pute!

Par Melina May et Adore Goldman

Au Québec, plusieurs syndicats ont historiquement pris des positions anti travail du sexe et milité activement pour la criminalisation des clients et des tierces parties. Plutôt que de se solidariser avec d'autres travailleur.se.s en lutte pour de meilleures conditions de travail, ces positions ont reconduit un mépris de classe comme quoi nous serions des victimes à sauver plutôt que des travailleur.se.s exploité.e.s au même titre que les travailleur.se.s syndiqué.e.s.

Ainsi, ces prises de position de plusieurs syndicats ont miné non seulement la solidarité de classe, mais aussi celle entre les femmes: suite à une prise de position controversée sur l'agentivité des TDS lors d'une assemblée générale de la Fédération des femmes du Québec (FFQ) en 2018, la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ) et le Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ) ont quitté la fédération. Nous souhaitons ici déconstruire l'argumentaire de ces groupes comme quoi nos luttes seraient individualisantes et la pratique de l'action collective, absente de nos mouvements.

Et vous, avez-vous choisi votre travail?

La question de l'agentivité et du choix

Un pilier de l'argumentaire des syndicats dénonçant les positions pro-travail du sexe comme celles de la FFQ est la critique du

concept d'agentivité. Pour les déserteurs de la fédération, il s'agirait d'une position individualisante, ne tenant pas compte des rapports d'oppression systémiques comme le patriarcat, le capitalisme et le racisme. Nous croyons qu'il y a de toute part des nuances à apporter et des éléments à clarifier afin d'avoir un débat qui en vaut la peine et qui nous inclut.

Les questions du choix et de l'agentivité sont ici centrales. La définition que la FFQ fait de l'agentivité est la suivante: «faculté d'action d'un être; sa capacité à agir sur le monde, les choses, les êtres, à les transformer ou à les influencer.»¹ Nous sommes prêtes à convenir que cette définition est individualisante. Toutefois, affirmer comme le fait la CSN que «selon les estimations, plus de 90% des prostituées sont contraintes par la misère et les violences à subir l'exploitation sexuelle»² appelle à la pitié et aux bons sentiments charitables plutôt qu'à une solidarité entre travailleur.se.s.

Il n'y a rien de surprenant à ce que certaines TDS affirment avoir choisi de travailler dans l'industrie du sexe. Après tout, la première condition d'existence du capitalisme est que le travailleur (ou la travailleuse) soit libre de vendre sa force de travail, mais d'un autre côté, n'ait pas les moyens de réaliser seul sa force de travail (sans un capitaliste détenant les moyens de production).³

Ces TDS n'ont donc pas tort d'affirmer qu'elles ont pu choisir le travail du sexe même si en fait, c'est un ensemble de circonstances qui les y ont mené. Si ces circonstances sont parfois plus ou moins contraignantes, n'empêchent qu'il s'agit pour la plupart de la meilleure ou de la moins pire des options. Plusieurs raisons expliquent cela: le travail du sexe permet à plusieurs de faire plus d'argent en moins de temps, en plus de permettre une certaine flexibilité en terme d'horaire. Il peut également être laissé et repris à tout moment et ne demande pas de diplômes. Ces caractéristiques sont attrayantes entre autres pour les mères monoparentales et pour les personnes ayant une maladie chronique ou un handicap qui les empêche d'avoir un emploi à temps plein. Ce travail permet aussi à plusieurs de retourner aux études et par la suite, d'obtenir des emplois mieux rémunérés.

Bien sûr, pour certaines, les possibilités sont plus restreintes. C'est le cas des personnes migrantes qui travaillent dans l'industrie du sexe. Ces personnes font face aux conditions les plus difficiles. À cause de leur statut d'immigration précaire, les employeurs ont tout le loisir de les faire chanter et de les exploiter davantage, à l'instar de leur collègues migrant.e.s dans d'autres industries comme l'agriculture. Toutefois, l'argumentaire anti-prostitution fait totalement abstraction du désir de ces personnes de migrer. La CSN par exemple, se limite à cibler les trafiquants et les proxénètes, mais passe sous silence le rôle de l'État et de ses politiques

migratoires sur ces conditions de travail abjectes.⁴

Notons également que plusieurs TDS ont un autre emploi «civil» qui ne leur permet pas d'y arriver à la fin du mois. Le travail du sexe sert alors de revenu d'appoint. De surcroît, c'est également le cas de plusieurs travailleur.se.s syndiqué.e.s. Parmi nos collègues, on retrouve des infirmier.e.s, des travailleur.se.s sociaux.les, préposé.e.s aux bénéficiaires, des travailleur.se.s du communautaire, des travailleur.se.s de la fonction publique, des cols bleus, etc. Ainsi, en ne soutenant pas la lutte des TDS, les syndicats démontrent non seulement un manque de solidarité avec d'autres travailleur.se.s, mais carrément avec une partie de leur base.

Bien sûr, le fait d'être libre de choisir de vendre sa force de travail ne signifie pas que nous ne sommes pas exploité.e.s! Au contraire, il s'agit d'un faux choix puisqu'il faut bien travailler au final. Sur une base individuelle, on peut choisir son travail, mais pas de ne pas travailler! Selon les possibilités qui s'offrent à nous, on prendra la moins pire des options. En ce sens, nous pensons qu'il est infructueux de poser la question du choix ou du non-choix. Parce qu'il faut bien travailler et que notre travail est exploité et miné par la violence, nous souhaitons plutôt parler de stratégie d'organisation pour améliorer nos conditions de vie et de travail!

Ne nous sauvez pas, on s'en occupe!
Pour une réelle solidarité entre
travailleur.se.s!

Suite à l'adoption des positions par la FFQ, la CSN déplorait un détournement des valeurs et des intérêts de la fédération: l'action collective aurait laissé sa place aux expériences individuelles. Nous ne souhaitons pas défendre la FFQ sur cette question. Il est indéniable que depuis plusieurs années l'action collective s'y essouffle, à l'instar de nombreuses autres organisations communautaires. Et on ne peut pas dire que les syndicats soient un terrain de lutte très prolifique. Les luttes et les intérêts des travailleur.se.s sont souvent paralysés par la bureaucratie et le management des grandes centrales.

Si la CSN «estime [que l'action collective] demeure la meilleure voie pour la défense des intérêts de toutes et de tous»⁵, elle encourage pourtant la criminalisation de l'industrie du sexe en bon sauveur, c'est-à-dire, l'intervention policière plutôt que la lutte des travailleur.se.s. S'il y a bien une chose qui met un frein à l'organisation collective des TDS, et plus largement l'organisation des communautés, c'est bien la répression et la surveillance!

Car il faut le rappeler, le modèle nordique que défend la CSN et d'autres syndicats a de graves conséquences sur les TDS et notre capacité à défendre nos droits et protéger notre intégrité. La

criminalisation des clients fait en sorte qu'ils sont généralement réfractaires à révéler leur réelle identité, ce qui complique l'identification et la dénonciation des clients dangereux.

Dans un système de criminalisation, les arrestations, les évictions, les déportations de nos collègues migrant.e.s, la fermeture de nos espaces de travail et la déresponsabilisation de nos *boss* à garantir un lieu de travail sécuritaire et inclusif sont tous des moyens pour miner l'organisation des TDS. D'ailleurs, nos premières tentatives d'organisation en milieu de travail rencontrent déjà ces impacts bien concrets: si nous nous organisons contre notre patron, nous courons le risque que la police l'arrête et ferme notre milieu de travail. Nous perdrons alors tou.te.s notre emploi et nos collègues migrant.e.s seraient déporté.e.s.

Nous ne voulons pas de votre complexe de grand sauveur et de vos appels à plus de ressources pour nous sortir de l'industrie. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réelle solidarité de classe. Il est grand temps pour les syndicats de se ranger du côté des personnes que vous prétendez défendre. Nous sommes des travailleur.se.s, nous voulons des droits du travail; nous voulons des congés de maladie, de parentalité, des fériés, nous voulons pouvoir dénoncer les abus de nos patrons et clients, et ce, par les mêmes mécanismes dont sont munis les autres travailleur.se.s.

L'organisation des TDS n'a jamais attendu l'appui des syndicats pour s'opérer, ni pour créer et renforcer les liens avec les communautés et les groupes allié.e.s. Nous savons que les réformes légales que nous réclamons ne sauraient à elles seules lutter contre les violences structurelles, que les TDS subissent souvent, étant aux intersections de plusieurs types d'oppressions. C'est pourquoi notre force collective est aussi au cœur d'autres luttes, contre le système pénal, contre les frontières, contre la transphobie, contre les violences sexistes, contre le colonialisme et

contre notre oppression en général. Alors que la CSN s'inquiète «des effets et des répercussions de la prostitution sur toutes les femmes»⁶, nous répondons que notre lutte s'inscrit dans un projet plus radical, dans une lutte des classes, une lutte des femmes et des genres, pour le refus des conditions d'exploitation qui pèsent sur nous toutes et tous.

Parce que faire la pute c'est travailler

Et que travailler c'est faire la pute!

XXX

¹ Confédération des syndicats nationaux. (2014). *Document de réflexion sur l'adhésion de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) à la fédération des femmes du Québec (FFQ)*, p.5, récupéré de <https://shorturl.at/gGPTX>

² Confédération des syndicats nationaux. (2014). *La Prostitution, une pratique à dénoncer, une exploitation à combattre*, p. 6, récupéré de <http://tinyurl.com/csnprostitution>

³ «Pour qu'il y ait transformation d'argent en capital, il faut donc que le possesseur d'argent trouve le travailleur libre sur le marché des marchandises, libre en ce double sens que, d'une part, il dispose en personne libre de sa force de travail comme d'une marchandise lui appartenant et que, d'autre part, il n'ait pas d'autres marchandises à vendre, soit complètement débarrassé, libre de toutes les choses nécessaires à la réalisation de sa force de travail.» Karl Marx. (1867). *Le Capital, Critique de l'économie politique, Livre 1, traduction sous la direction de Jean-Pierre Lefebvre* (1993), Puff, p.190.

⁴ Confédération des syndicats nationaux. (2014). *La Prostitution, une pratique à dénoncer, une exploitation à combattre*, p.4-5, récupéré de <http://tinyurl.com/csnprostitution>

⁵ Confédération des syndicats nationaux. (2014). *Document de réflexion sur l'adhésion de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) à la fédération des femmes du Québec (FFQ)*, p.5 récupéré de <https://shorturl.at/gGPTX>

⁶ *Ibid.*

Pouvoir des villes: pour une lutte locale

Par Céleste Ivy et Melina May

Au Canada, la criminalisation du travail du sexe est de ressort fédéral. C'est la *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* du Code criminel qui est appliquée par les forces de l'ordre, les juges et les tribunaux des différentes provinces canadiennes. C'est également cet ensemble de lois qui motivent la mise en place de projets de sauvetage des victimes sur plusieurs territoires. En 2014, alors que la loi venait d'être adoptée, le gouvernement Harper s'est engagé à investir 20 millions de dollars dans la lutte au trafic humain; un peu moins de la moitié irait à l'application de la loi et le reste à des agences et organismes fournissant des services à celles qui souhaitent sortir de l'industrie.

Bien que les villes n'aient pas le pouvoir de criminaliser le travail du sexe directement, plusieurs municipalités et arrondissements tentent d'en contrôler et limiter certains aspects. Dans ce texte, nous souhaitons exposer les pouvoirs qu'ont les villes sur nos conditions de travail. Nous voulons également proposer une organisation locale des TDS: une lutte au sein de nos quartiers et de nos villes nous permettrait une résistance plus directe, décentralisée et spontanée. Nous présenterons des exemples de règlements municipaux répressifs à Montréal, à Laval, à Toronto et à Edmonton: des règlements de zonage qui menacent de faire disparaître nos espaces de travail, l'obligation d'avoir une licence dans certaines villes et ses conséquences sur l'intégrité et la sécurité des TDS. Nous

explorerons également la naissance et l'implantation des *John Schools* au Canada, une supposée alternative au modèle pénal actuel ciblant une certaine démographie de clients. Nous concluons en proposant quelques stratégies d'organisation et d'actions locales.

Zonage urbain: nos espaces de travail constamment menacés!

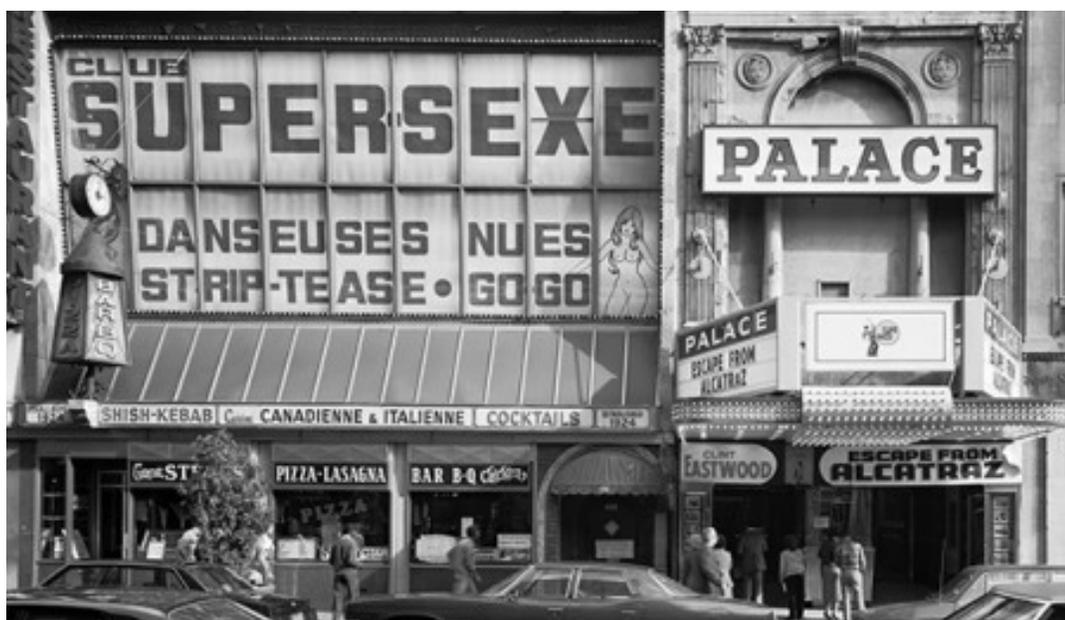
Les municipalités font de plus en plus usage des règlements en termes de zonage et d'urbanisme pour cibler et fermer nos milieux de travail. Si ces réglementations sont formulées comme étant destinées à protéger le public des nuisances et assurer la santé et la sécurité publique, nous pensons que leur but est plutôt de précariser les conditions de travail des TDS et «nettoyer» les villes de la prostitution visible qui dérange. Cette stratégie s'inscrit également dans un processus plus large de gentrification.

Lors du *Rendez-Vous 2007 Montréal Métropole Culturelle*, la Ville de Montréal et l'arrondissement Ville-Marie présentaient le *Programme particulier d'urbanisme du Quartier des Spectacles*, soit les grandes lignes des plans d'aménagement urbain de la Place des arts. Les changements urbains initiés par ce programme ont comme motivation première le nettoyage visuel du Quartier des spectacles, historiquement le berceau du divertissement et du travail du sexe montréalais nommé le *Red Light District*, soi-disant dans le but d'embellir un quartier «mort». Ces essais d'élimination remontent aux années

1950, lorsque le maire Jean Drapeau a enclenché diverses campagnes politiques et travaux de rénovations urbaines pour revamper le quartier.¹ L'ironie est forte dans ces discours politiques de faire de Montréal une ville plus culturelle et vivante: le Quartier des spectacles était déjà un pôle culturel, mais d'une manière que la municipalité préférait effacer. Confronté.e.s à la destruction, littéralement, de leur milieu de travail et à une surveillance accrue de la rue, les TDS ont été forcé.e.s de se relocaliser dans des quartiers où leur présence se ferait moins remarquer par les autorités et où la recherche de clients serait plus difficile.

Parmi les tactiques adoptées par les arrondissements et les municipalités, la stratégie du resserrement de l'octroi des permis d'exploitation a prouvé son efficacité dans la fermeture des salons de massage et *strip clubs*. À Montréal,

cette stratégie faisait partie des promesses électorales de l'administration Coderre lors de son arrivée au pouvoir en 2013.² Si celle-ci n'a pas abouti, plusieurs arrondissements à Montréal ont, depuis, adopté des règlements pour se débarrasser des salons de massage dans leurs quartiers. Depuis 2017, l'arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie n'accorde plus de permis d'occupation commerciale aux entreprises soupçonnées de vouloir ouvrir des salons de massage érotiques. Suite à cette décision, huit salons de massage ont vu leur permis d'exploitation être révoqué, les forçant à mettre la clé sous la porte.³ Ce resserrement des permis avait été proposé par le maire de Projet Montréal, comme quoi, l'effacement de nos milieux de travail est un projet qui rallie autant la gauche que la droite. En septembre 2023, l'arrondissement annonçait vouloir tenter des procédures judiciaires jusqu'à la Cour supérieure afin de faire fermer le dernier salon de massage érotique sur son





territoire, Spa Bamboo. Ce salon avait contesté la décision en 2017 et poursuivi ces activités.⁴ À Laval, depuis 2018, les salons de massage et les bars de danseuses sont interdits sur l'ensemble du territoire sauf à l'intérieur de la zone industrielle, et ce, pour un maximum de 5 établissements, qui sont tenus de n'afficher aucune enseigne ni publicité.⁵ Ce genre de réglementation municipale explique la disparition des clubs à la grandeur du Québec: si on comptait près de 220 établissements il y a quinze ans, aujourd'hui, on n'en compte plus qu'une soixantaine sur le territoire.⁶ À Toronto, depuis les années 1970, la *Division des Licences et des Normes Municipales* permet 63 licences de divertissement pour adultes sur son territoire. Les règlements de zonage et le processus pour une demande d'exemption, qui coûte entre 100 000\$ et 250 000\$, rendent presque impossible l'ouverture ou la relocalisation de ces clubs.⁷

Nous avons tou.te.s déjà rencontré un.e TDS qui rêvait d'ouvrir son propre établissement offrant de meilleures conditions de travail et étant plus inclusif, mais cet entêtement municipal d'assainissement empêche l'industrie de se développer éthiquement. En effet, comme l'exprime ici Andrea Werhun, auteure du mémoire *Modern Whore* et travailleuse sociale pour Maggie's, un projet activiste pro-TDS à Toronto:

*Je rêve d'un monde où ce sont des femmes ou des personnes alliées des TDS qui gèrent ces clubs, et qui créent le genre d'environnement où les gens se sentent à la fois divertis, mais aussi profondément comblés, où ils se disent, «Oh, c'est juste, comme, un excellent complexe de divertissement où les gens s'amuse».*⁸

Si ces régulations refroidissent les propriétaires de clubs déjà existants,

l'ouverture de ceux-ci par une femme ou par des allié.e.s, disposant de moins de ressources et de connexions en termes d'administration, est carrément impossible ce qui est en soi antiféministe.⁹

Les villes font donc usage de leurs pouvoirs en termes de zonage et de réaménagement urbain pour fermer nos milieux de travail et nous tasser de plus en plus des grands centres vers des quartiers industriels, moins bien éclairés et plus isolés. La diminution de nos milieux de travail et leur dérégularisation augmentent également la compétition entre les travailleur.se.s et le pouvoir des patrons. Comme l'explique une militante au CATS et danseuse: «Les danses à mon club sont encore à 10\$ parce que comme il y a peu de *strip club* et que les patrons disent oui à tout le monde pour rentrer tout le temps, ça fait qu'il y a *full* de filles sur le plancher et de la compétition.» La fermeture des salons de massage et des *strip clubs* ne mettra pas fin à la nécessité pour plusieurs de travailler. Forcé.e.s de quitter nos milieux de travail, plusieurs se tourneront vers le travail à la maison ou le *outcall*¹⁰, nous isolant davantage et nous mettant plus à risque d'être agressé.e.s.

Les licences pour travailler: contrôle et menace à la sécurité

Dans certaines villes et provinces au Canada, comme en Ontario et à Edmonton, les travailleur.se.s dans les milieux légaux doivent obtenir une licence pour

prouver leur âge et travailler en salon de massage ou dans les *strip clubs*. Si les licences servent entre autres à interdire l'accès aux mineur.e.s à ces milieux, elles sont également un moyen pour contrôler, fragiliser et surveiller les TDS.

En mai 2022, dans un effort pour enrayer l'industrie du sexe, la Ville de Newmarket en Ontario adoptait une nouvelle classification des licences pour les travailleur.se.s en salon de massage. En vertu du nouveau règlement, les propriétaires sont tenus de prouver que les employé.e.s offrant des services de massage ont reçu une formation d'une institution accréditée. Le maire de la ville expliquait cette décision : «Je pense que nous voulons tout simplement chasser [l'industrie du sexe] hors de notre ville, très franchement [...] je ne pense pas que ce soit cohérent avec les valeurs de notre ville».¹¹ Une pétition lancée par Butterfly, un organisme qui défend les droits des TDS migrantes et asiatiques à Toronto, dénonce le règlement qui «perpétu[e] le racisme systémique et les difficultés indues en empêchant les femmes asiatiques non anglophones et à faible revenu de travailler dans les [établissements de bien-être personnel]».¹² Suite à cette décision, plusieurs entreprises ont été forcées de fermer du jour au lendemain laissant plusieurs femmes et familles sans moyen de subsistance.

En Ontario, les danseuses sont également tenues d'obtenir une licence pour travailler légalement. Les TDS avec des casiers

judiciaires et les travailleur.se.s im/migrant.e.s sans résidence permanente sont dans l'impossibilité d'accéder à ces licences; ce qui les pousse dans des situations de travail d'autant plus précaires et criminalisées.¹³ À Edmonton, les travailleur.se.s en salon de massage et en agence sont également dans l'obligation d'obtenir une licence pour travailler.¹⁴ Même si cette licence ne contient aucune information personnelle sur papier, ces données sont accessibles aux patrons, menaçant l'intégrité et la sécurité des TDS. Dans une lettre ouverte à la ville, ANSWERS, un organisme qui défend les droits des TDS à Edmonton, dénonçait les effets délétères d'une telle régulation: plusieurs cas ont démontré l'usage par les employeurs et/ou les collègues de travail dans la divulgation des renseignements personnels des TDS à leur famille, leur employeur civil et leur propriétaire.¹⁵ Non seulement l'obligation de partager ses informations personnelles à son employeur est dangereuse, mais également inutile puisque les TDS reçoivent leurs paies de leurs clients directement.

La stigmatisation vécue par les TDS est aussi ancrée dans l'instauration des licences de travail; iels sont considéré.e.s comme un danger pour la santé publique. Les licences sont une manière pour les agents municipaux et la police de mieux contrôler les TDS sans concrètement offrir des services de réduction des risques ou des conditions de travail sécuritaires. Ces contextes de légalisation sont tout de même nés dans une vision anti-TDS où les travailleur.se.s sont perçu.e.s comme nécessitant une

surveillance autoritaire accrue en tant que menaces à la santé publique. Dans la majorité des cadres légaux, les TDS travaillant à l'intérieur se plieront aux conditions mises en place par le patron. Cela amoindrit la possibilité de syndicalisation puisque l'autonomie des travailleur.se.s est grandement restreinte et la considération quant aux conditions de travail est davantage mise de côté.¹⁶ Les besoins concrets des TDS face à leur sécurité générale, la réduction de risques et l'amélioration de leurs conditions de travail sont ignorés.

John Schools: l'école de la moralité

En mai 2022, la Ville de Longueuil a mis en place un projet pilote financé par le ministère de la Justice afin de piéger des clients et les contraindre à la rééducation au sein des *John Schools*. Les clients qui sont arrêtés par la police pour la première fois devront payer 1000\$ et se soumettre à une journée de formation de 8h durant laquelle plusieurs intervenant.e.s les sermonneront et leur expliqueront les dangers de l'industrie du sexe. L'ancien chef de police de Longueuil et actuel chef du Service de police de la Ville de Montréal, Fady Dagher, expliquait en entrevue comment se déroule la formation: les clients doivent faire face à une jeune victime qui leur explique «comment elle se sent abusée [...] combien de drogues elle doit prendre pour traverser sa journée et combien de fois elle a *faker* [l'orgasme]». Ces programmes refusent de considérer les TDS comme des acteur.e.s de leur

propre histoire. Le discours grossier qu'ils reconduisent met en lumière le narratif populaire selon lequel les TDS sont des victimes passives à sauver tout en étant présentés comme des programmes de justice alternative.

Le concept des *John Schools* a émergé dans les années 1990 à San Francisco. Ces programmes, dits de diversion, sont alors défendus par leurs instigateurs comme une alternative au modèle pénal punitif qui ne fonctionne pas. Ces programmes peuvent prendre plusieurs formes, mais l'essentiel est d'offrir le choix suivant aux clients arrêtés: se soumettre à une journée de formation ou faire face aux tribunaux, ce qui implique la possibilité d'être jugé coupable et d'avoir un casier judiciaire. Ces programmes sont également pensés pour gérer le plus grand nombre possible de délinquants en dehors du système traditionnel, et donc, à plus petit coût.

L'implantation de la première *John School* au Canada remonte à 1996 à Toronto.¹⁷ À cette époque, un nombre croissant de groupes de citoyen.ne.s, inquiet.e.s pour leur sécurité et leur qualité de vie, ont commencé à faire pression sur les politicien.ne.s, les législateur.rice.s et la police pour intervenir sur la prostitution de rue dans leur quartier. En 1995, un comité local sur la prostitution est formé, constitué de policier.e.s, de travailleur.se.s sociaux.les et de conseiller.e.s municipaux.ales. L'implantation et l'administration du premier projet pilote de *John School* sera prise en charge par l'Armée du Salut, qui

est, sans surprise, également impliquée dans les programmes de probation et de libération conditionnelle du système pénal canadien. À l'origine, le programme était offert gratuitement, les clients étant invités à contribuer sous forme de don au programme de sortie pour les TDS de rue. Les dons étant insuffisants, l'agence *Streetlight Support Services* obtient le contrôle administratif du programme des *John Schools*, instaurant alors un droit d'inscription obligatoire de 400\$ pour les participants, dont 100% des profits permettaient de supporter l'administration et la mission de l'agence.

Ces programmes ciblent et contrôlent un certain type de clients: «les hommes orientés vers les *John Schools* sont généralement issus de la classe ouvrière, de minorités visibles et d'immigrants pratiquant l'anglais en seconde langue (ESL), avec des niveaux d'éducation et de revenus comparativement faibles».¹⁸ Il serait erroné de dire que ceci est un échantillon représentatif des hommes qui payent pour des services sexuels au Canada. Plutôt, on peut supposer que les *John Schools* servent à punir une certaine frange de la clientèle dans l'industrie, ceux des classes socio-économiques plus pauvres et marginalisées.

Encore aujourd'hui, certains programmes au Canada sont supportés par l'Armée du Salut ou d'autres associations chrétiennes. Cette organisation à but non lucratif, réputée pour son lourd passé et ses pratiques homophobes¹⁹, a désormais le pouvoir d'intervenir dans l'industrie du

sexe, d'en tirer profit et d'exercer un contrôle. Ces programmes utilisent les paniques morales autour du trafic humain pour détourner l'attention des besoins réels et des préoccupations exprimées par les TDS.

Ces programmes n'ont rien de proche de la justice réparatrice, comme certains programmes actuels s'en défendent. Plutôt que d'offrir une alternative à la criminalisation du travail du sexe, le modèle des *John Schools* étend la portée du contrôle et de la surveillance du travail du sexe à des agences non gouvernementales.

Pour des milieux de travail sans police, une résistance locale!

Même dans un contexte idéal de décriminalisation, les politiques municipales deviendront extrêmement importantes à surveiller, car elles constitueront un des principaux cadres réglementaires régissant la vie des TDS. Un bon exemple de l'étendu de ce pouvoir est la Ville de Campbell River qui, quelques jours avant le début du projet pilote de trois ans de décriminalisation de la possession de drogues en Colombie-Britannique²⁰, a adopté une nouvelle réglementation municipale visant à infliger une amende à ceux qui consomment des drogues dans l'espace public.²¹

Face à la menace constante des villes, nous devons réfléchir aux stratégies à mettre en place pour protéger nos milieux de travail. Dans une étude

large sur les conditions de travail des danseuses au Royaume-Uni, les auteures concluent leur article en exposant le potentiel que pourrait avoir l'octroi des permis d'entreprises pour spécifier les standards pour les milieux de travail dans l'industrie du sexe. Selon Lo Stevenson, «si ces normes étaient négociées avec les TDS organisé.e.s, reflétant de manière adéquate leurs besoins et leurs préoccupations, un tel régime pourrait non seulement accroître l'autonomie et la solidarité des travailleur.se.s du sexe, mais aussi réduire le recours à des litiges coûteux et longs».²² Faire pression sur les autorités locales, par exemple auprès des conseils municipaux ou des régisseurs des licences pour demander des accords de permis d'entreprise à l'image de nos demandes ou pour bloquer les tentatives par les villes de fermer nos milieux de travail, pourrait être un moyen d'action intéressant.

Le profilage est une tactique notoire utilisée lors des inspections de salons de massage, particulièrement pour les femmes asiatiques. En solidarité avec nos collègues migrantes, constamment ciblées par la police, il faut exiger de la Ville de Montréal ainsi que des multiples villes sanctuaires²³ au Canada de respecter les engagements associés à ce statut et de cesser leur collaboration avec les services frontaliers pour la déportation des TDS avec ou sans statut. À Montréal, la collaboration entre la police et l'Agence des services frontaliers du Canada rend quasi impossible le recours à la protection du SPVM pour les TDS

migrantes qui sont victimes d'actes criminels et d'abus.

Si les arguments de santé publique sont souvent mobilisés pour défendre la criminalisation du travail du sexe, nous croyons que la décriminalisation pourrait être bénéfique dans la réduction de la transmission des infections transmissibles sexuellement et par le sang. Dans le contexte actuel où les clients sont considérés comme des criminels, il est difficile pour les TDS de récolter les informations nécessaires des clients, car ils sont d'autant plus réticents à se soumettre à un processus de filtrage généralement mis en place par les TDS. Une communication avec nos clients, non teintée de la peur des autorités, aiderait beaucoup à la réduction de risques pour

les deux partis impliqués. Si les clients pouvaient partager leurs informations personnelles avec moins de crainte de se faire arrêter, les TDS pourraient mieux choisir leurs clients. C'est pourquoi les municipalités canadiennes concernées devraient cesser d'appliquer la loi fédérale qui criminalise l'industrie du sexe ainsi que leurs programmes punitifs de *John Schools*. Les ressources libérées devraient être réinvesties dans des organismes communautaires offrant des services d'aide et/ou de réduction des risques directement aux TDS.

XXX

¹ Jonathan Cha et Eleonora Diamanti. (2015). «En marge du quartier des spectacles: tensivité et trajectoires opposées du Spectrum et du Café Cléopâtre», dans Harel, Thibert et Lussier, *Le Quartier des spectacles et le chantier de l'imaginaire montréalais*, p.31-34, récupéré de <https://tinyurl.com/chdiamanti>

² Isabelle Hachey. (2013). *Le maire Coderre veut éradiquer les salons de massage de Montréal*, récupéré de <https://tinyurl.com/massageerotiquescoderre>

³ Marie Christine Trottier. (2017). *Huit permis de salons de massage révoqués dans Rosemont*, récupéré de <https://tinyurl.com/permisrosemont>

⁴ Emmanuel Delacour. (2023). *Un salon de massage dans Rosemont exaspère l'arrondissement*, récupéré de <https://tinyurl.com/salonmassagerosemont>

⁵ Radio-Canada. (2018). *Laval: les établissements à caractère érotique limités à une zone industrielle*, récupéré de <https://tinyurl.com/lavalzone>

⁶ Jean-Philippe Guilbault. (2023). *La dernière danse*, récupéré de <https://tinyurl.com/ladernieredanse>

⁷ Molly Hayes. (2018). *The last dance: Why the Canadian strip club is a dying institution*, récupéré de <https://tinyurl.com/thelastdancecanada>

⁸ Traduction libre de «*I dream of a world where women or people who are sex-worker allies are running these clubs, and creating the type of environment where people feel both entertained but also fulfilled on a meaningful level, where they're like, 'Oh, this is just, like, a really great entertainment complex where people are enjoying themselves'*» dans *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

¹⁰ *Outcall* signifie que le.a TDS se déplace au client pour le rendez-vous, soit chez lui ou dans un lieu de son choix comme à l'hôtel.

¹¹ Traduction libre de «*I think we really just want to drive [the sex trade] out of our town, quite frankly, [...] I don't think it's consistent with the values of our town.*»

Jessica Owen. (2021). *Sex work in massage parlours rubs Newmarket councillors wrong way*, récupéré de <https://tinyurl.com/newmarketsw>

¹² Traduction libre de «*perpetuat[e] systemic racism and undue hardship by preventing non-English speaking, low-income, Asian women from working in [Personal Wellness Establishments]*».

Butterfly. (2022). *Town of Newmarket: End racism against Asian massage businesses and workers*, récupéré de <https://www.butterflysw.org/newmarket-end-racism>

¹³ Lo Stevenson. (2023). *Imagining Decriminalization of Sex Work in Canada*, récupéré de <https://tinyurl.com/decrimcanada>

¹⁴ Mona Forya. (2023). *Letter to the City of Edmonton March 21*, récupéré de <https://tinyurl.com/letteranswerssociety>

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Lo Stevenson. (2023). *Imagining Decriminalization of Sex Work in Canada*, récupéré de <https://tinyurl.com/decrimcanada>

¹⁷ Benedickt Fischer, Maritt Kirst, Cheryl Webster, Scot Wortley. (2002). *The socio-legal dynamics and implications of 'diversion': the case study of the Toronto 'John School' diversion program for prostitution offenders*, récupéré de <https://tinyurl.com/johnschooldiversion>

¹⁸ *Ibid.*

¹⁹ Zinnia Jones. (2013). *The Salvation Army's History of Anti-LGBT Discrimination*, récupéré de https://www.huffpost.com/entry/the-salvation-armys-histo_b_442293

²⁰ En effet, depuis janvier 2023 jusqu'en janvier 2026, les adultes possédant certaines drogues illégales destinées à usage personnel ne feront pas face à des accusations criminelles, ce qui serait normalement le cas sous la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*. Ce changement approuvé par Santé Canada, est un effort de lutte contre la crise des drogues toxiques.

²¹ Ethan Morneau. (2023). *Campbell River bylaw sets \$200 fine for drug use on public property as decriminalization kicks in*, récupéré de <https://tinyurl.com/campbellriverbylaw>

²² Lo Stevenson (2023). *Imagining Decriminalization of Sex Work in Canada*, récupéré de <https://tinyurl.com/decrimcanada>

²³ La Ville de Montréal a le statut de ville sanctuaire depuis 2017. Plusieurs villes au Canada ont adopté des déclarations similaires pour s'assurer qu'une personne sans statut légal dans une situation de vulnérabilité puisse avoir accès aux services de sécurité publique municipaux sans risque d'être dénoncée aux autorités d'immigration ou déportée.

Crédit photo: Gabor Szilasi. (2019). *Club Supersexe et Cinéma Palace*, Montréal

Recommandations du CATS

À regarder :

P-Valley, une émission télévisée de Katori Hall (2020)

Kokomo City, un documentaire de D. Smith (2023)

Shiva Baby, un film d'Emma Seligman (2020)

Live Nude Girls Unite!, un documentaire de Julia Query (2000)

Yes we fuck, un documentaire de Raül de la Morena (2014)

À lire :

Caliban et la sorcière : femmes, corps et accumulation primitive de Silvia Federici (2014)

Revoltng Prostitutes: The Fight For Sex Workers' Rights de Juno Mac et Molly Smith (2020)

L'arcane de la reproduction : femmes au foyer, prostituées, ouvriers et capital de Leopoldina Fortunati (2022)

This is my real name de Cid V Brunet (2021)

Les putains du diable : procès des sorcières et construction de l'État moderne d'Armelle Le Bras-Chopard (2017)

Le travail du sexe contre le travail de Morgane Merteuil (2014)

Playing the Whore de Melissa Gira Grant (2014)

À écouter:

La politique des putes, un podcast de Intime et Politique (2020)

Nous sommes toujours là, une série audio produite par l'organisme Stella (2023)

